



BAD

2013
www.afdb.org

NOTE ÉCONOMIQUE

CONTENU

1 – Introduction **p.1**

2 – De la croissance et l'équité, à la réduction de la pauvreté: Réexaminer le concept de croissance ? **p.3**

3 – Qu'est-ce qu'une croissance inclusive ? **p.6**

4 – La croissance inclusive en Afrique du Nord **p.9**

5- Mesurer la croissance inclusive en Afrique du Nord **p.25**

6- La croissance inclusive : Vers une nouvelle orthodoxie **p.32**

Références **p.34**

Zondo Sakala
Vice Président
z.sakala@afdb.org

Jacob Kolster
Directeur ORNA
j.kolster@afdb.org
+216 7110 2065

La recherche d'une croissance inclusive en Afrique du Nord : une approche comparative

Messages clés

- Cette note montre comment le lien établi de longue date entre croissance et répartition des richesses a été révisé ces dernières années, l'accent étant mis désormais sur la notion de « croissance inclusive », seule capable de bénéficier à des segments beaucoup plus importants de la société.
- L'analyse descriptive d'un grand nombre d'indicateurs de développement pour les deux dernières décennies et l'établissement d'un score unique pour mesurer la « croissance inclusive » dans chaque pays (section 5) montre que, globalement, l'Afrique du Nord a relativement peu souffert récemment, tant par rapport à son passé qu'en comparaison avec beaucoup d'autres régions.
- Par ailleurs, on relève au cours de la même décennie d'autres signaux encourageants : l'espérance de vie a augmenté, les indicateurs de l'éducation et de la santé se sont améliorés, le nombre et la proportion d'habitants des bidonvilles ont diminué, et une plus grande part de la population a accès à des services collectifs (eau potable, assainissement).
- Le principal domaine dans lequel la région est sensiblement en décalage sur le reste du monde est celui de la démographie. La prise en compte de l'essor démographique oblige à nuancer certains résultats économiques positifs de la dernière décennie. Elle explique la croissance modeste du PIB par habitant. La pression démographique va sans doute persister pendant des années, renforçant l'offre et rendant plus difficile la mise en place d'une croissance inclusive en Afrique du Nord.
- Cela nous amène à conclure que, quelle que soit le concept de croissance inclusive adopté, la création d'emplois de qualité sera un élément essentiel et l'un des grands défis à relever pour que la croissance puisse être réellement inclusive. Cette idée est clairement confirmée par nos estimations du score IG en section 5 et par l'analyse de sensibilité, qui souligne, une fois de plus, l'importance des indicateurs de l'emploi dans la région.

1. Introduction

L'intérêt porté à la relation entre croissance et équité a des racines profondes et une longue histoire dans la pensée économique et dans les débats sur le développement. Traditionnellement, on distingue deux courants de pensée : le premier privilégie l'efficacité et la croissance comme moyens de lutter contre la pauvreté et les inégalités ;

le second prône des politiques explicites d'aide aux pauvres. Ceci même au prix d'un taux de croissance global plus lent (Bourguignon 2000 : 2). Toutefois, ces dernières années, la réflexion est allée au delà de cette division pour évoluer vers une meilleure compréhension de la relation entre croissance et répartition des richesses.

Ce document a été préparé par Hassan Hakimian, directeur du London Middle East Institute et d'un maître de conférences au département d'économie à SOAS, sous la supervision de Vincent Castel, (Coordinateur principal de programme, ORNA) et Sahar Rad (Économiste supérieure, ORNA). Le document a été finalisé avec l'assistance éditoriale de Nice Muhanzu (Consultante, ORNA). L'orientation générale a été reçue de Jacob Kolster (Directeur, ORNA).

Les développements récents observés en Afrique et en Asie ont contribué en effet à faire avancer une telle réflexion. Ainsi, la « Renaissance africaine » de la dernière décennie, avec un taux de croissance moyen de 6% par an entre 2001 et 2008, ne s'est pas accompagnée d'une réduction significative de la pauvreté, les inégalités se creusant à la fois entre les pays et au sein des pays (JICA, 2012 : 6). En revanche, la croissance rapide et soutenue qu'a connue l'Asie montre que l'on peut véritablement réduire la pauvreté et les inégalités sociales et économiques. Ce constat a conduit à mieux différencier les politiques axées sur la lutte contre la pauvreté et celles qui visent à améliorer l'égalité et, plus généralement, à associer dans une croissance plus « inclusive » les groupes socio-économiques les plus larges possibles. De manière significative, la croissance inclusive est désormais considérée comme l'un des principaux piliers des priorités stratégiques de la Banque asiatique de développement (stratégie 2020) et de la Banque africaine de développement (stratégie 2013-2022) (voir ADB 2008, et BAD 2013).

De même, dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), l'évolution récente a soulevé des questions concernant la nature et le type de croissance observés ces dernières années. La flambée de protestations des populations contre les régimes autoritaires – ce que l'on a appelé le « Printemps arabe » – a montré qu'une orientation trop étroitement axée sur la croissance, et une incapacité à tenir compte de certains phénomènes annexes pouvaient avoir de lourdes conséquences. Dans l'ensemble, ces soulèvements se sont produits dans le contexte quelque peu paradoxal d'une période de relative amélioration de la performance économique. Pour la période 2000-2010, par exemple, la croissance du PIB réel de la région MENA se situe en moyenne autour de 4% à 5% par an (Hakimian, 2011), notamment pour la Tunisie, la Libye, le Yémen et l'Égypte, où des régimes autocratiques ont été balayés par les événements après 2010. Toutefois, la région a continué à souffrir de disparités sociales et économiques, avec persistance d'un chômage élevé, en particulier chez les jeunes. Le mécanisme de percolation des bienfaits de la croissance a fait défaut, ou n'a pas suffi à endiguer l'agitation sociale et politique.

La grande leçon économique de la décennie, avant les soulèvements populaires, est donc que l'élément important n'est pas la croissance en soi mais par contre le type et le modèle de croissance.

Au moment où les nouveaux gouvernements de la région s'attèlent à la lourde tâche de tracer leur avenir, le grand défi à relever sera de pouvoir combiner une accélération de la croissance et une réduction marquée des inégalités et de la pauvreté. Parvenir à une croissance plus inclusive au profit de segments plus larges de la société sera une grande distinction à établir entre le passé et le futur, sous peine de risquer d'alimenter la désillusion et de créer un mécontentement considérable et durable.

Nous examinerons dans ce document la trajectoire récente de la croissance en Afrique du Nord et envisagerons de façon critique les perspectives d'une croissance inclusive à la lumière des récents bouleversements politiques et sociaux. Dans un premier temps, nous dresserons un état des lieux de la réflexion sur la croissance et la répartition des richesses dans la théorie économique et la politique de développement, en montrant comment les stratégies de croissance dites « pro-pauvres » se sont ouvertes ces dernières années à une prise en compte des inégalités (section 2). Nous examinerons ensuite le concept de croissance inclusive en nous demandant si, et dans quelle mesure, il diffère de la croissance pro-pauvres sur le double plan de l'analyse et de la pratique (section 3). La section 4 traitera d'un large éventail d'indicateurs de performance relatifs à la croissance et à la répartition des revenus en Algérie, Égypte, Libye, Maroc et Tunisie. Autant qu'il est possible, nous analyserons l'expérience de ces pays à la fois dans leur histoire et en comparaison avec d'autres régions en développement. La section 5 propose une méthodologie pour élaborer, à des fins comparatives, un « score » unique capable d'offrir un instrument de mesure de la croissance inclusive dans ces pays et dans un certain nombre d'autres pays moins développés. Enfin, nous réexaminerons sous un angle critique les perspectives d'une croissance inclusive en Afrique du Nord et les défis et opportunités qui pourraient découler d'une telle stratégie de développement.

2. De la croissance et l'équité, à la réduction de la pauvreté: Réexaminer le concept de croissance ?

La question de la croissance et des inégalités est une vieille préoccupation dans la pensée économique et le débat politique. Peu après la guerre, la réflexion sur le sujet a été influencée par le travail de Kuznets, qui, en 1955, posait son « hypothèse du U inversé » entre la croissance et la répartition des revenus (Kuznets, 1955). Selon ce modèle, on s'attendait à ce que la croissance ait d'abord un effet négatif sur les inégalités, mais que la tendance finisse par s'inverser avec le prolongement de la croissance économique.

Ce point de vue était, pour une large part, enraciné dans la pensée de l'époque sur le développement, car il apparaissait que les transformations structurelles et la croissance avaient des conséquences différenciées selon les secteurs et les régions. Autrement dit, dans la mesure où certains secteurs et certaines régions devaient profiter plus que d'autres de la croissance, on s'attendait initialement à un creusement des inégalités. Puis, les bienfaits de la croissance et de la transformation économique se propageant à d'autres secteurs et régions, la tendance à la hausse des inégalités devait s'inverser et conduire donc à un renforcement de l'égalité. Ce phénomène était favorisé par le transfert des surplus de main-d'œuvre des secteurs traditionnels (de subsistance), pauvres et peu productifs, vers les secteurs plus productifs (ou capitalistes). Avec le développement du secteur plus inégalitaire (le secteur moderne) et, simultanément, le creusement de l'écart entre les deux secteurs, la situation globale de l'égalité risquait de se détériorer dans un premier temps (McKinley, 2009 : 12), mais, avec la stabilisation à terme de la situation, l'impact de la croissance sur l'égalité devait se faire sentir et se traduire par une courbe en U inversé.

Le travail empirique de Kuznets reposait sur l'expérience historique de seulement trois pays développés (États-Unis, Angleterre et Allemagne), mais son influence a été assez grande pour que sa contribution devienne une sorte de « loi d'airain » régissant la croissance et le développement. Toutefois, les enquêtes empiriques ultérieures ne corroboraient pas de façon décisive l'hypothèse du U inversé. Barro a, certes, trouvé confirmation dans deux études successives (2000 et 2008), mais d'autres études jettent un doute sur la validité empirique de cette hypothèse. Certaines, par exemple, mettent en évidence des différences en Asie, où des périodes de croissance rapide (en Corée et à Taiwan, par exemple, entre les années 1970 et 1990) ne se sont pas accompagnées d'une détérioration des inégalités de revenus (Ali, 2007a : 8). De même, d'après une étude approfondie de l'indice de Gini portant sur 682 observations

dans 108 pays, Deininger et Squire (1996) n'ont pas trouvé de confirmation empirique à la courbe en U inversée de Kuznets.

Ambiguïtés empiriques mises à part, ce sont peut-être les conséquences politiques générales d'une hypothèse, simple mais puissante, qui ont été les plus importantes. D'une certaine façon, la courbe de Kuznets semble indiquer qu'une certaine aggravation des inégalités est inévitable, au moins aux premiers stades de la croissance et de la transformation structurelle. Cette vision pessimiste et à court terme est compensée par un optimisme à long terme puisque la croissance devait déboucher sur une meilleure répartition des revenus. Ce qui définit les deux phases, c'est un mécanisme de « percolation », ou un processus qui finit par prendre son envol et diffuser les bienfaits de la croissance. Ce point de vue largement partagé – qui place l'efficacité et la croissance avant la répartition des revenus – a dominé au cours des années 1960, mais aussi à l'époque des réformes d'ajustement structurel dans les années 1980 et au début des années 1990 (Bourguignon, 2000 : 3).

Dans les années 1970, on assiste toutefois à une révision en profondeur de cette manière de penser, notamment sous l'impulsion d'un autre ouvrage fondateur, paru en 1974 – Redistribution et Croissance – qui vise à replacer l'équité au cœur du développement (Chenery et al., 1974). Remettant en cause la primauté de la croissance sur la répartition des richesses, les auteurs font valoir que, compte tenu du poids des riches dans le PIB, une stratégie visant à maximiser la croissance profiterait fondamentalement aux riches. Il n'est donc pas surprenant que les politiques adoptées pour maximiser la croissance soient, dans l'ensemble, favorables au marché et aux entreprises (réduction des impôts sur le revenu et sur les sociétés, modération salariale et politiques de faible inflation) ; depuis, elles ont pris valeur de normes, tout en étant présentées comme « pro-pauvres » dans leurs retombées (McKinley 2009 : 15). Or, l'approche préconisée est moins une redistribution des actifs en faveur des pauvres qu'une réaffectation des investissements publics pour parvenir à terme à une distribution plus équitable des ressources (McKinley 2009 : 16).

L'influence de cet ouvrage a été très limitée et son message principal s'est noyé dans la crise économique mondiale qui a suivi le premier choc pétrolier au milieu des années 1970, mais les débats ont évolué et la pauvreté s'est progressivement située au cœur de l'agenda du

développement. Ce changement a ouvert la voie à une formulation plus explicite de la cause de la lutte contre la pauvreté par le biais de politiques pro-pauvres, qui exigeaient à leur tour l'élaboration d'un cadre stratégique plus holistique, capable d'aborder la question des relations entre croissance, inégalité et pauvreté, au-delà des simples retombées de la répartition de la croissance. L'attrait exercé par les politiques de « croissance pro-pauvres » (CPP) tient au fait qu'elles semblent à même de « satisfaire à la fois les adeptes de la croissance et les défenseurs de l'équité en réunissant les deux objectifs dans un cadre analytique et un système de valeurs communs » (McKinley, 2009 : 3).

À un niveau très général, il était relativement facile de s'entendre sur l'orientation globale des politiques pro-pauvres, considérées celles qui sont « bonnes pour les pauvres », mais il était plus difficile de s'entendre sur la définition des pauvres, étant donné les deux approches en concurrence. Si la pauvreté est définie en termes absolus (comme un simple recensement des effectifs en dessous d'un seuil international de pauvreté, par exemple 1,25\$ ou 2\$ par jour), les politiques de CPP peuvent être mesurées simplement par leurs incidences sur le nombre de pauvres, indépendamment de ce que deviennent les revenus dans le reste de la population (au-dessus du seuil de référence). Dans ce cas, la mesure de l'étendue de la pauvreté (la proportion de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté) et de sa profondeur (jusqu'à quel point la plupart des pauvres se situent en dessous de ce seuil) dépend uniquement de la croissance des revenus des pauvres. Par exemple, pour deux pays qui ont au départ le même ratio de pauvres selon l'indice de référence, celui qui présente un meilleur taux de croissance du revenu de ses pauvres serait, en termes de réduction de l'incidence de la pauvreté (en étendue et/ou en profondeur), plus efficace qu'un autre pays où les revenus des pauvres connaîtraient une croissance plus lente.

Mais il en va différemment si l'on définit la pauvreté en termes relatifs, par exemple par rapport à un seuil de pauvreté national (en pourcentage du revenu national moyen ou médian). Dans ce cas, une croissance est « pro-pauvres » si la croissance des revenus des pauvres dépasse en proportion celle de l'ensemble de la population (DFID, 2004). Le corollaire est donc qu'une croissance pro-pauvres suppose une réduction globale des inégalités de revenus, indépendamment de la situation des revenus des personnes en dessous du seuil de pauvreté absolue.

La distinction entre les notions absolues et relatives de la pauvreté peut conduire à deux anomalies. Tout d'abord, on peut concevoir que la lutte contre la pauvreté paraisse réussir en termes absolus, alors que la répartition des revenus se détériore globalement (les riches s'enrichissent plus vite que ne s'améliorent les revenus des pauvres). Ensuite, l'inverse

est également possible : la répartition des revenus peut s'améliorer alors que la situation des pauvres se dégrade (par exemple lors d'une récession avec contraction moyenne des revenus, que les pauvres subissent moins en proportion).

Ces deux façons d'aborder la notion de pauvreté et de la mesurer sont au cœur du débat entre Ravallion et Kakwani, dont les ouvrages fondateurs mettent l'accent respectivement sur la pauvreté relative et sur la pauvreté absolue (Kakwani et Pernia 2000, et Kakwani et al., 2004 ; Ravallion et Chen, 2003 et Ravallion, 2004). Kakwani, plus préoccupé par les conséquences de la croissance sur la répartition, considère que la « croissance pro-pauvres » est le type de croissance qui permettrait de réduire la pauvreté, plus que si tous les revenus augmentent au même rythme (Kakwani et Pernia, 2000). Ravallion, en revanche, se concentre sur la pauvreté en soi et définit la « croissance pro-pauvres » comme simplement celle qui réduit la pauvreté. Il va jusqu'à affirmer qu'une croissance rapide est favorable aux pauvres parce qu'elle réduit la pauvreté (Ravallion, 2004) ; on l'a vu en Chine, par exemple, où une croissance rapide a permis de réduire l'extrême pauvreté.

Si les stratégies de croissance pro-pauvres présentent des avantages évidents si l'on se soucie d'éradiquer la pauvreté, il est à la fois plus facile et plus pratique, d'un point de vue politique, de cibler la pauvreté absolue. C'est le cas, par exemple, de l'Objectif du Millénaire pour le développement, qui entend réduire de moitié la pauvreté (en termes de revenus) d'ici à 2015 (DFID, 2004). Depuis quelques années, toutefois, on s'intéresse moins à la CPP et plus à une croissance de nature inclusive, qui ne se limite pas seulement aux conditions de vie et au bien-être des pauvres.

Ce changement progressif s'explique notamment par un constat brutal, à savoir qu'un bon taux de croissance et une réduction substantielle de la pauvreté n'empêchent pas une aggravation de l'égalité des revenus. Ce phénomène est illustré, nous l'avons dit plus haut, par l'expérience que connaît l'Asie depuis une vingtaine d'années, où des taux de croissance impressionnants ont entraîné une baisse notable de la pauvreté mais une aggravation des inégalités de revenus. On estime que chaque point de croissance en Asie a entraîné une réduction de la pauvreté de près de 2 points, mais, dans le même temps, l'inégalité des revenus augmenterait également (Ali, 2007a : 2). La croissance rapide entre 1990 et 2005, par exemple, a réduit à 604 millions (au lieu de 945 millions) le nombre de personnes situées en dessous du seuil de pauvreté à un dollar par jour (le ratio des effectifs est passé de 35% à 18%, soit une réduction de près de moitié). De même, le nombre de personnes en dessous de 2 \$ par jour est passé de 2 046 millions à 1 740 millions, c'est-à-dire que le ratio est passé de 75% à 52% du total

(Ali, 2007a : 2-3 ; voir aussi Ali, 2007b sur l'ampleur de l'incidence de la pauvreté en Asie).

Une grande partie de cette baisse a été attribuée à la croissance rapide de la Chine et du Vietnam (dans l'Asie du Sud, l'incidence de la pauvreté reste élevée). Néanmoins, cette expérience montre que la structure et le rythme de la croissance sont des éléments critiques dans la réduction de la pauvreté, et que la réduction des inégalités pour assurer une répartition plus homogène et équitable des bienfaits de la croissance nécessite la mise en œuvre d'un programme qui ne se réduit pas à maximiser la croissance. Cela est très clair dans le contexte asiatique, où, selon divers indicateurs, la croissance a eu un impact inégal selon les groupes. Par exemple, le coefficient de Gini s'est détérioré dans presque tous les pays (à l'exception de l'Indonésie, de la Malaisie et de la Thaïlande, durement touchées par la crise financière asiatique). De même, les enquêtes sur les dépenses des ménages font apparaître un creusement des écarts, l'augmentation des dépenses par habitant dans le quintile supérieur dépassant de loin l'augmentation observée dans le quintile inférieur. En Chine, ce ratio était de 2,5 ; en Inde, de 3 ; et au Bangladesh, il atteint le chiffre étonnant de 25 (Ali, 2007a : 5).

Vers le milieu des années 2000, on s'est donc mis à défendre l'idée d'une croissance inclusive, capable d'assurer au plus grand nombre une répartition plus équitable des bienfaits de la croissance. Ainsi, l'équité a figuré en bonne place dans les programmes électoraux lors des élections nationales indiennes de 2004, et, de même, quand le nouveau gouvernement a élaboré les stratégies concrètes du 11^e Plan quinquennal de l'Inde (2007-2012) pour sauvegarder et promouvoir le bien-être des populations pauvres et défavorisées (Government of India, 2006 ; voir aussi Klasen, 2010). En 2006, le rapport sur le développement mondial de la Banque mondiale portait sur le thème « Équité et développement », abordant la question de la valeur intrinsèque de l'équité et se concentrant sur ses incidences positives pour le développement à long terme (voir aussi Ianchovichina et al., 2009).

Compte tenu de la centralité de l'Asie dans les préoccupations relatives à l'équité, la Banque asiatique de développement a joué un rôle de

premier plan en défendant la nécessité d'une croissance inclusive, allant jusqu'à en faire l'un de ses « piliers stratégiques ». L'idée a été officialisée dans la Stratégie 2020 de la Banque, qui place la croissance inclusive en tête de son programme de développement en trois volets (les deux autres étant la croissance écologiquement durable et l'intégration régionale ; ADB, 2008). Cet engagement se reflète également dans les recommandations du Groupe d'éminentes personnalités mis en place pour développer la stratégie de croissance inclusive de l'ADB. Conscient de l'impact potentiellement néfaste de l'accroissement des disparités sur les réformes économiques, et même sur la stabilité politique, le Groupe a privilégié une solution reposant sur « ... la poursuite de stratégies économiques favorables à la croissance – mais en veillant beaucoup plus à garantir que les opportunités économiques créées par la croissance profitent à tous – et en particulier aux pauvres – dans toute la mesure du possible » (ADB, 2007 : 13-14).

Reflétant l'intérêt croissant et les préoccupations quant aux perspectives d'une croissance équitable, la Banque africaine de développement (BAD) a récemment adopté « la croissance inclusive » comme l'une de ses deux priorités stratégiques pour 2013-2022 afin d'élargir l'accès "aux opportunités économiques pour plus de personnes, pays et régions, tout en protégeant les groupes vulnérables" (l'autre priorité stratégique étant « la croissance verte » pour « assurer une croissance durable »). Dans cette approche, la croissance inclusive est basée sur quatre dimensions: l'inclusion économique, l'inclusion sociale, l'intégration spatiale et l'inclusion politique (voir BAD, 2013: 10).

Cette tendance a conduit à élargir le débat et à produire d'innombrables documents et articles traitant des multiples aspects de la croissance inclusive, depuis les problèmes conceptuels et analytiques qu'elle pose jusqu'à la difficulté de définir des moyens de mesure et de les appliquer à l'expérience spécifique de différents pays.

Dans la section suivante, nous aborderons la question de la signification de la croissance inclusive et de son importance, et nous examinerons ses implications générales pour la croissance et le développement, avant de passer (en section 4) à l'examen de ses ramifications en Afrique du Nord.

3. Qu'est-ce qu'une croissance inclusive ?

Si la croissance est généralement nécessaire pour qu'un pays puisse élever le niveau de vie de sa population, elle ne peut, seule, assurer la réduction de la pauvreté ou l'amélioration souhaitée du bien-être de tous. De plus en plus, nous l'avons vu, on s'est intéressé à la qualité de cette croissance, à sa durabilité et à sa capacité à profiter au plus grand nombre. Depuis quelques années, on accorde donc une plus grande attention à la croissance inclusive en tant que moyen d'aborder les questions d'équité qui sous-tendent le processus de croissance (voir notamment Tandon et Zhuang, 2007 ; Ali, 2007a et 2007b ; Rauniar et Kanbur, 2010 ; Klasen, 2010 ; Felipe, 2010 ; Ianchovichina et al., 2009).

Le courant qui privilégie l'équité a d'abord été soutenu par les personnes qui croient en la valeur intrinsèque de l'égalité et qui voient un problème de droits de l'homme, estimant que tout abus en ce domaine est immoral ou contraire à l'éthique. Selon elles, l'équité doit faire partie intégrante des programmes de développement et ne pas être sacrifiée sur l'autel de l'efficacité ou de l'accélération de la croissance. D'autres estiment qu'il est important de réaliser une plus grande égalité afin de garantir une croissance à long terme. Selon ce point de vue, l'inégalité peut compromettre la croissance de plusieurs façons. Par exemple, « elle conduit à une utilisation inefficace des ressources humaines et matérielles, abaisse la qualité des institutions et des politiques, érode la cohésion sociale et multiplie les conflits sociaux » (Ali, 2007b : 10).

Pour autant, malgré les appels réitérés en faveur d'une croissance profitant au plus grand nombre, il n'existe pas encore de définition universellement acceptée de cette « croissance inclusive ». S'il est assez facile de définir et de mesurer la croissance, il est plus difficile de s'entendre sur ce qui la rend « inclusive ». Il y a accord sur le fait qu'elle doit être dans « l'intérêt du plus grand nombre et pas seulement des pauvres », mais, au-delà de cette notion générale, les ambiguïtés et les désaccords abondent. Il semble donc que cette approche se heurte aux mêmes problèmes de conceptualisation et de mesure que les débats antérieurs sur la croissance pro-pauvres.

Dans une approche quelque peu étroite, par exemple, on peut définir la croissance inclusive comme celle qui « s'accompagne d'une réduction des disparités de revenus » (Rauniar et Kanbur, 2010). Selon cette définition, elle se rapproche de la notion relative de CPP,

à la différence peut-être que sa conception de l'égalité est plus globale et va au-delà d'une définition étroite des pauvres, qui, rappelons-le, ne prend en compte que le revenu et se prête donc beaucoup plus facilement à des mesures (Klasen, 2010 : 5).

En revanche et à l'autre extrême, la croissance inclusive est parfois qualifiée de façon assez floue comme « profitant à tous ». Dans ce sens très large, cette vision laisse entendre que la croissance devrait « profiter à toutes les couches de la société, y compris les pauvres, les quasi-pauvres, les groupes à revenus moyens, et même les riches » (Klasen, 2010 : 2) mais elle est tout aussi problématique, car elle fait apparaître que la question n'est pas seulement de savoir qui profite de la croissance, mais dans quelle mesure et selon quelle répartition, deux facteurs importants qu'il ne faut pas négliger.

Si l'on veut améliorer la répartition des revenus et réduire les inégalités (une aspiration que l'on présuppose dans la recherche d'une croissance inclusive), on ne peut pas s'attendre à ce que les pauvres et les riches bénéficient de la croissance dans les mêmes proportions (en pourcentage de l'augmentation de leurs revenus). Réduire les disparités exige en effet une répartition plus juste des avantages de la croissance en faveur des couches les plus pauvres de la société. Dans cette perspective, la croissance inclusive se rapproche de la CPP dans sa version relative, avec cette différence que la définition des besoins des « pauvres » est élargie afin d'admettre au bénéfice de la croissance des groupes plus larges de la société (groupes à revenus faibles et moyens). Nous reviendrons sur ce point.

Les deux définitions – étroite et large – évoquées ci-dessus se heurtent à certaines complications. Par exemple, toutes deux sont axées sur les revenus et sur les résultats obtenus. Des définitions plus récentes ont voulu répondre à ces limitations en tenant compte d'éléments autres que les revenus et en définissant la croissance inclusive comme un processus et pas seulement un résultat (Klasen, 2010).

Ainsi, certains travaux récents insistent sur l'importance des opportunités pour garantir une croissance inclusive. C'est le cas du Groupe d'éminentes personnalités de l'ADB, qui – nous l'avons vu – parle, à propos de la croissance inclusive, d'« opportunités économiques [...] accessibles à tous – et en particulier aux pauvres – dans toute la mesure du possible » (ADB, 2007 : 13-14). Dans

plusieurs autres contributions de l'ADB, la croissance inclusive est définie de même comme « une croissance couplée à une égalité des chances » (Ali et Zhuang, 2007 ; Ali et Fils 2007) ; selon une définition plus précise encore, « la croissance inclusive met l'accent à la fois sur la création d'opportunités et sur le fait de les rendre accessibles à tous » (Ali et Zhuang, 2007 : 10). Dans ces conditions, la croissance inclusive apparaît donc bien comme un processus grâce auquel chacun a plus de chances de bénéficier de la croissance.

Reste une certaine ambiguïté sur le rôle précis que doit jouer l'État dans le processus de croissance inclusive. Par exemple, faut-il compter sur les forces du marché pour assurer la diffusion des bienfaits de la croissance inclusive (grâce à l'amélioration des chances pour tous), ou l'État peut-il intervenir pour permettre à chacun d'améliorer ses résultats ? La première approche, qui rejoint la version de la croissance inclusive avec « percolation des retombées », est examinée dans le rapport de la Banque mondiale 2006 sur « Équité et développement », qui définit l'équité en termes d'opportunités égales de mener la vie de son choix. De même, Ianchovichina et al. souligne que la croissance inclusive se propose d'« accélérer le rythme de la croissance et d'élargir la taille de la sphère économique » et non de « redistribuer les ressources » (2009 : 3).

Pour d'autres, cependant, l'offre de biens publics et sociaux et la mise en place de filets de sécurité et d'une protection sociale sont des composantes importantes d'un programme global de croissance inclusive. En conséquence, Ali et Son (2007) évoquent l'offre d'opportunités sociales (par exemple l'accès à la santé et à l'éducation) et la manière dont celles-ci varient en fonction du niveau de revenus. De même, pour la commission croissance et développement de la Banque mondiale, l'inclusion est un concept englobant « l'équité, l'égalité des chances et la protection sur le marché et l'emploi » (Banque mondiale, 2008).

Conformément à ce désir d'améliorer les opportunités, l'attention a inévitablement été attirée sur la question de la compréhension des racines de l'inégalité des chances. Roemer (2006) attribue les différences de résultats (comme les différentiels de revenus pour les particuliers) à deux grandes séries de facteurs : les efforts individuels (qui dépendent de soi) et les circonstances (qui ne dépendent pas seulement de soi). Ce dernier facteur – les différences dans les circonstances – peut à son tour être entendu à deux niveaux : les circonstances individuelles (par exemple, sexe, nombre de personnes dans le ménage, éducation et revenu des parents, localisation rurale/urbaine et régionale, origine ethnique et appartenance religieuse, etc.), et les circonstances plus larges concernant le cadre institutionnel et les politiques sociales (discrimination sexuelle ou ethnique, exclusions sociales, etc.). Dans la

mesure où les individus ne peuvent exercer d'influence directe sur ces circonstances, les différences sont « non seulement éthiquement inacceptables », mais elles constituent un « gâchis » et doivent « faire l'objet d'interventions relevant de politiques publiques » (Ali, 2007a : 9 ; Velez et al. 2012, propose un cadre concret pour mesurer l'égalité des chances chez les enfants en Égypte).

Autrement dit, selon cette définition, la croissance inclusive peut inciter les personnes à travailler plus et à chercher de nouvelles opportunités, essentiellement par elles-mêmes. Pour réaliser une croissance inclusive, il faut donc un double processus : créer de meilleures opportunités, et garantir « l'égalité d'accès » à ces opportunités à tous les segments de la population (Ali, 2007a, 10).

En se concentrant sur le processus, on contribue ainsi à élargir le débat pour y inclure les aspects sociaux et institutionnels de la croissance et du développement. Mais de nouveaux défis se posent alors. L'un d'eux est de savoir comment trouver le bon compromis entre le processus et les résultats. La croissance est-elle plus inclusive – ou moins inclusive – quand l'amélioration des processus donne des résultats économiques plus médiocres ? À titre d'exemple, l'amélioration des droits civils et de la participation aux affaires sociales et politiques (à la suite d'une révolution, par exemple) peut entraîner un recul des résultats économiques du fait des bouleversements et de l'instabilité sociale. Le scénario inverse est également envisageable : si l'on obtient de bons résultats en l'absence de toute amélioration correspondante du processus, est-ce que cela rend la croissance moins désirable ? Ce cas de figure peut se produire dans un régime autocratique, par exemple, si l'essor économique ne s'accompagne pas de réformes ou d'améliorations en matière de gouvernance.

Ces questions seraient plus faciles à traiter si l'on disposait d'un indicateur accepté pour mesurer la croissance inclusive (voir McKinley, 2010). Mais les difficultés conceptuelles et les défis que nous avons relevés se retrouvent au niveau de l'élaboration d'outils de mesures. Si les bienfaits de la croissance sont conçus uniquement en termes de résultats (par exemple, amélioration des revenus et/ou de l'accès aux biens sociaux, filet de sécurité), la mesure est généralement plus facile, car les résultats sont facilement quantifiables. En revanche, quand l'accès à la croissance et à ses bienfaits est envisagé en termes de processus, la mesure devient complexe. Selon Klasen (2010) l'absence d'un concept universellement accepté de croissance inclusive a conduit à créer un large éventail d'indicateurs qui varient de « peu clairs » à « simples » ou à « techniquement difficiles ». Cette question est abordée en section 5, où nous proposons une méthodologie pour établir un score combiné unique, capable de mesurer la croissance inclusive dans un pays.

Pour résumer la présente section, il est clair que l'intérêt de plus en plus grand porté à la croissance inclusive ne s'est pas accompagné de l'élaboration en conséquence d'une définition universelle qui aiderait à mettre en œuvre et à assurer le suivi des politiques propices à une croissance inclusive. Diverses approches sont apparues, qui privilégient différents aspects du concept. Les approches les plus étroites, celles qui insistent sur les résultats (par exemple, croissance plus équité), sont plus faciles à mesurer et à suivre. Les plus larges, multidimensionnelles et donc plus ambitieuses, insistent sur l'amélioration des opportunités comme condition pour obtenir de meilleurs résultats ; distinguant entre les processus et les résultats, elles élargissent la notion de résultat pour y inclure des aspects autres que les revenus (biens sociaux et filets de sécurité). Le risque implicite

est qu'une conception trop ambitieuse de la croissance inclusive se vide de son sens et devienne irréaliste si elle revient à prôner une sorte de « tout pour tous ».

Dans la section qui suit, nous examinerons plusieurs grands indicateurs économiques et sociaux concernant l'Afrique du Nord de ces vingt dernières années. Nous nous demanderons – dans une perspective générale de type macro – si, et dans quelle mesure, la croissance y a été inclusive. Nous établirons des comparaisons avec d'autres régions, et nous nous concentrerons sur les principaux résultats et sur les opportunités économiques en examinant différents indicateurs relatifs à la croissance et à la transformation structurelle d'une part, à l'accès aux biens publics et sociaux, d'autre part.

4. La croissance inclusive en Afrique du Nord

4.1 Croissance et changements structurels

La performance économique récente des pays d'Afrique du Nord présente un bilan très amélioré par rapport aux années 1980, époque où la « croissance lente » constituait une menace « pour le développement social » dans l'ensemble du monde arabe. Par exemple, le PIB par habitant dans un pays arabe médian pour la période 1985-1994 n'atteignait que 1,1% par an (Elbadawi, 2005, voir aussi Esfahani, 2009). Par contre, le taux de croissance du PIB réel pour les pays arabes et dans l'ensemble de la région MENA a nettement augmenté à partir du milieu des années 1990, atteignant environ 4% à 4,5% par an, et il est resté soutenu par la suite (Tableau 1).

La croissance moyenne du PIB réel en Afrique du Nord a été plus élevée encore. Dans la décennie qui précède les soulèvements arabes (2000-2010), plusieurs pays – Égypte, Libye, Maroc et Tunisie – ont connu des taux de croissance annuels compris entre 4,4% et 4,9% ; seule l'Algérie connaissait une croissance plus faible (3,7%).

En termes comparatifs aussi, le taux de croissance de l'Afrique du Nord durant cette période soutient bien la comparaison avec la plupart des autres régions. Il dépasse par exemple ceux de l'Asie orientale (3,7%) et de l'Amérique latine (3,4%), et il est juste au-dessus de la région MENA prise dans son ensemble (4,3%). Cependant, il est légèrement en dessous de celui de l'Afrique sub-saharienne (4,8%) et bien en dessous de l'Asie du Sud (plus de 7%).

Tableau 1 : Croissance du PIB réel et du PIB réel par habitant en Afrique du Nord et dans d'autres régions (1991-2010)

	croissance du PIB réel (moyenne annuelle %)					Croissance du PIB réel par hab. (moyenne annuelle %)				
	1991-1995	1996-2000	2001- 2005	2006-2010	2000-2010	1991-1995	1996-2000	2001- 2005	2006-2010	2000-2010
Algérie	0,3	3,1	4,9	2,5	3,7	-1,9	1,6	3,4	1,0	2,2
Égypte	3,4	5,2	3,5	6,2	4,9	1,6	3,4	1,6	4,3	3,0
Libye		3,7	4,3	4,5	4,4		1,8	2,3	2,3	2,3
Maroc	1,1	4,0	5,0	4,9	4,9	-0,6	2,5	3,8	3,8	2,8
Tunisie	3,9	5,6	4,4	4,6	4,5	2,0	4,2	3,4	3,6	3,5
Mode arabe	3,8	4,0	4,4	4,5	4,4	1,4	1,8	2,1	2,1	2,1
MENA*	4,1	4,1	4,2	4,4	4,3	1,8	2,1	2,1	2,3	2,2
Asie orientale et pacifique*	3,5	2,7	3,5	3,9	3,7	2,2	1,6	2,7	3,2	2,9
Amérique latine et Caraïbes*	3,3	3,2	2,7	4,1	3,4	1,6	1,6	1,3	2,9	2,1
Asie du Sud	5,0	5,4	6,5	7,7	7,1	2,9	3,5	4,9	6,2	5,5
Afrique sub-saharienne*	1,2	3,5	4,6	5,0	4,8	-1,5	0,8	2,1	2,4	2,2
Monde	2,3	3,4	2,8	2,3	2,5	0,8	2,0	1,5	1,1	1,3

Note : *Renvoi aux pays à tous les niveaux de revenus.
Source : Calculé d'après les WDI (2012).

Il convient de nuancer quelque peu ce tableau si l'on tient compte de la croissance démographique élevée dans le monde arabe en général, mais la tendance à l'amélioration de la performance depuis le milieu des années 1990 reste claire. C'est particulièrement vrai pour l'Algérie et la Libye, où une augmentation rapide de la démographie réduit les taux de croissance réelle par habitant à à peine plus de 2% par an pour la dernière décennie, ce qui se situe

au niveau du reste de la région MENA. Pour leur part, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie ont connu, au cours de la même période, des taux de croissance réelle par habitant supérieurs (2,8%-3,5%).

En termes comparatifs, la performance globale de l'Afrique du Nord est au moins comparable, sinon supérieure, à celle d'autres régions (le taux de croissance par habitant est par exemple de 2,9% en Asie

orientale) ; là encore, la région est devancée uniquement par l'Asie du Sud, qui affiche des taux de croissance annuelle par habitant de 5,5%.

Il est intéressant de constater que ce bilan globalement amélioré de la performance économique pour la période 2000-2010 concerne aussi les pays qui ont connu des bouleversements politiques après 2010. Par exemple, l'Égypte, la Libye, la Tunisie (et la Syrie) présentent tous des taux de croissance réelle de l'ordre de 4,5% pour la décennie qui précède ces événements (autour de 4,5% en moyenne), parfois même plus (le taux de croissance de l'Égypte pour 2006-2010 a été de 6,2% en moyenne ; Tableau 1, voir aussi Hakimian, 2011).

Pour expliciter la nature de la croissance et des changements

structurels au cours de cette période, le tableau 2 présente les taux de croissance par secteurs pour l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie (la Libye est exclue, faute de données) depuis les années 1990. On constate d'une manière générale que le secteur des services a été récemment le principal moteur de la croissance en Afrique du Nord. En Algérie et en Tunisie, le taux de croissance de ce secteur a en effet dépassé ceux de l'agriculture et de l'industrie de transformation. En Égypte aussi, la croissance de l'industrie de transformation a été rapide. Le Maroc est le seul pays où la croissance du secteur agricole a constamment dépassé celle des deux autres secteurs.

Nous reviendrons sur cette question quand nous examinerons la contribution de ces secteurs à l'emploi et à la création d'emplois.

Tableau 2 : Croissance annuelle réelle (moyenne) par secteur en Afrique du Nord, 1991-2009 (%)

	Agriculture					Industrie					Services				
	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2009	2001-2009	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2009	2001-2009	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2009	2001-2009
Algérie	4,5	3,9	7,3	1,6	4,8	-0,5	4,0	4,1	1,6	3,0	1,0	2,2	5,1	5,4	5,2
Égypte	2,7	3,4	3,4	3,4	3,4	6,9	5,1	3,0	7,5	5,3	1,6	5,7	4,3	6,1	5,2
Maroc	-	10,6	7,7	9,3	8,5	2,1	3,7	4,1	3,3	3,7	3,6	3,6	5,1	4,3	4,7
Tunisie	-	8,9	2,2	1,2	1,7	4,4	4,1	2,6	3,5	3,1	4,9	6,0	6,5	6,3	6,4

Source: Calculé d'après les WDI (2012).

4.2 Tendances et caractéristiques démographiques

Les tableaux 3 et 4 donnent un aperçu de l'évolution et de la dynamique de la démographie dans les pays d'Afrique du Nord par rapport au reste du monde. On constate dans l'ensemble de la région une amélioration de l'espérance de vie, associée à une baisse soutenue des taux de mortalité infantile. La baisse des taux de mortalité des moins de 5 ans est particulièrement marquée : en 2009, les chiffres sont environ un tiers de ceux observés vingt ans plus tôt (la seule exception étant l'Algérie, où il est à peine divisé par deux). La Tunisie et la Libye, en particulier, présentent les taux de mortalité infantile les plus bas de la région (respectivement 16,1 et 16,9 pour 1000), mais c'est en Égypte que le

rythme de la baisse a été le plus rapide (de 93,5 à 21,8 pour 1000).

North Africa's decline in infant mortality is also faster than the MENA. De plus, la baisse de la mortalité infantile a été plus rapide en Afrique du Nord que dans l'ensemble de la région MENA (où elle a été réduite de plus de moitié, passant de 71 à 31 pour 1000), et elle soutient bien la comparaison avec d'autres parties du monde. La Tunisie, l'Égypte et la Libye ont des taux bien inférieurs à ce que l'on observe au niveau mondial, y compris en Asie orientale (23 pour 1000). C'est également vrai de l'espérance de vie à la naissance, la Libye et la Tunisie présentant de meilleurs chiffres que la région MENA et d'autres régions, notamment l'Asie orientale (74,5 ans contre 73).

Tableau 3 : Tendances démographiques en Afrique du Nord et dans d'autres régions, 1990-2009

	Espérance de vie à la naissance, Total (années)			Taux de mortalité moins de - 5 ans (pour 1 000)			Taux de fécondité, Total (naissances par femme)		
	1990	2000	2009	1990	2000	2010	1990	2000	2009
Algérie	67,1	70,0	72,6	67,6	48,9	36,0	4,7	2,6	2,3
Égypte	62,7	69,1	72,7	93,5	46,5	21,8	4,4	3,3	2,8
Libye	68,1	72,5	74,5	44,5	27,2	16,9	4,8	3,1	2,6
Maroc	64,1	68,7	71,6	85,9	55,3	35,5	4,0	2,7	2,3
Tunisie	70,3	72,6	74,5	49,3	28,4	16,1	3,6	2,1	2,1
Monde arabe	63,2	67,4	69,9	84,9	64,1	51,4	5,1	3,8	3,3
Asie orientale et Pacifique	69,0	71,0	73,0	53,4	37,2	23,0	2,5	1,9	1,8
Amérique latine et Caraïbes	68,2	71,6	73,9	54,4	34,5	23,3	3,2	2,6	2,3
MENA	64,8	69,8	72,2	70,7	46,1	31,3	4,8	3,2	2,7
Asie du Sud	58,5	61,9	65,0	120,3	88,8	67,0	4,2	3,3	2,8
Afrique sub-saharienne	49,6	49,8	53,8	174,6	154,8	121,2	6,2	5,6	5,0
Monde	65,4	67,2	69,4	89,9	74,7	57,9	3,2	2,7	2,5

Source: Calculé d'après les WDI (2012).

Le tableau 3 confirme également qu'après un retard important, c'est au cours de cette période que s'est enclenchée la transition démographique de la région. On observe en effet une réduction marquée du taux de fécondité entre 1990 et 2009, où le nombre de naissances par femme est tombé de 3,6-4,7 à 2,1-2,8. Ces taux sont

maintenant à égalité avec ceux de l'Asie du Sud (2,8 naissances par femme) et inférieurs à ceux du monde arabe en général (3,3 naissances par femme). Là encore, la Tunisie a le taux de fécondité le plus faible de la région (2,1) ; il se rapproche de celui de l'Asie orientale (1,8).

Tableau 4 : Âge médian et ratios de dépendance par âge en Afrique du Nord et dans d'autres régions, 1990-2010

	Ratio de dépendance par âge (% pop. active)						Âge médian		
	(plus de 65 ans)			(moins de 15 ans)			1990	2000	2009
	1990	2000	2009	1990	2000	2010			
Algérie	6,7	6,7	6,7	80,9	55,5	39,6	18,1	21,7	26,2
Égypte	6,8	7,4	7,9	74,2	60,5	49,7	19,4	21,4	24,4
Libye	4,8	5,3	6,6	80,6	50,4	46,6	17,7	21,9	25,9
Maroc	6,8	7,6	8,3	70,4	54,4	42,1	19,7	22,6	26,3
Tunisie	8,0	10,0	10,0	66,5	47,2	33,7	20,8	24,7	28,9
Monde arabe	6,3	6,7	6,6	80,0	65,7	54,3	-	-	-
Asie orientale et Pacifique	9,1	10,7	12,0	45,4	39,5	30,2	26,3	30,8	35,5
Amérique latine et Caraïbes*	8,3	9,2	10,6	61,4	51,0	42,7	22,0	24,5	27,6
MENA	6,7	7,2	7,0	80,9	61,8	46,9	-	-	-
Asie du Sud	6,6	6,9	7,5	68,4	59,9	49,6	20,3	22,0	42,6
Afrique sub-saharienne	5,7	5,7	5,9	87,4	82,7	78,0	17,3	17,9	18,6
Monde	10,2	11,0	11,6	53,7	48,1	40,9	24,4	26,7	29,2

Source : Calculé d'après les WDI (2012) et la base de données démographiques de l'ONU (2012).

Le tableau 4, qui reflète la rapidité de la croissance démographique au cours des dernières décennies, fait apparaître une structure d'âge qui penche fortement du côté des moins de 15 ans. Malgré des chiffres en baisse, la concentration la plus notable se situe en Égypte et en Libye, où le nombre des jeunes (moins de 15 ans) représente près de la moitié de celui des personnes en âge de travailler.

En outre, les ratios globaux de dépendance (englobant les moins de 15 ans et les plus de 65 ans) ont progressivement diminué : par rapport à des chiffres de l'ordre de 75% (Tunisie) et 87% (Algérie) en 1990, on arrive en 2009 à des chiffres d'environ 43% (Tunisie) et 57% (Égypte). L'augmentation des effectifs de la population en âge de travailler constitue une évolution positive de la structure de la population (en faveur des producteurs plutôt que des consommateurs), mais, nous le verrons plus loin, elle n'est pas sans poser de sérieux problèmes pour la dynamique de la population active et de l'emploi dans la région ; cette tendance risque de se prolonger durant un certain temps.

Les âges médians, assez faibles (25-30 ans), font ressortir la jeunesse

de la structure par âges ; ils sont comparables à ceux de l'Asie du Sud (24-25 ans) et bien inférieurs à ceux de l'Asie orientale (35,5 ans).

4.3 Population active et emploi

Le tableau 5 présente les doubles caractéristiques du marché du travail en Afrique du Nord : des taux de croissance élevés de la population en âge de travailler et un fléchissement dans les opportunités d'emploi.

Comme on l'a vu plus haut, la forte croissance démographique des dernières décennies a généré une dynamique démographique qui continue de gonfler les effectifs de la population en âge de travailler. Bien qu'elle ait progressivement baissée au cours des deux dernières décennies, la croissance annuelle de ce segment de la population dans certaines régions d'Afrique du Nord a été parmi les plus élevées au monde. En Algérie et en Libye, par exemple, ces taux ont atteint 4,5% à 5,5% par an dans les années 1990, dépassant toutes les régions, y compris l'Afrique sub-saharienne. Depuis dix ans, toutefois, ces taux de croissance ont nettement chuté, pour se situer à environ 1%-2% par an.

Tableau 5 : Taux de croissance de la population en âge de travailler et ratios emploi-population en Afrique du Nord et dans d'autres régions, 1991-2009

	Croissance de la population en âge de travailler Moyenne annuelle (%)				Ratios emploi-population (% de la population de + de 15 ans)				
	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2009	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2009	2001-2009
Algérie	5,4	4,5	3,6	2,2	23,7	22,9	27,6	36,3	31,5
Égypte	2,2	2,4	2,5	2,1	23,9	27,3	26,7	25,3	26,1
Libye	5,2	7,8	3,3	1,8	25,8	26,9	28,6	28,9	28,7
Maroc	3,3	2,6	2,4	1,3	39,8	39,5	35,6	34,9	35,3
Tunisie	3,4	2,5	2,0	1,3	27,8	25,6	23,7	22,7	23,2
Monde arabe	3,6	3,1	3,4	2,6	28,1	28,1	27,2	22,7	27,4
Asie orientale et Pacifique	1,4	1,3	1,1	0,8	63,7	58,1	53,8	51,7	52,9
Amérique latine et Caraïbes	3,0	2,7	2,6	1,4	48,2	46,2	44,5	45,1	44,8
MENA	3,6	3,5	1,8	2,4	28,0	28,2	28,0	28,5	28,2
Asie du Sud	2,2	2,2	2,3	1,5	46,1	44,0	42,6	42,1	42,4
Afrique sub-saharienne	3,2	3,1	3,0	2,3	48,8	48,7	48,8	49,4	49,1
Monde	1,6	1,7	1,7	1,1	51,5	47,9	45,7	45,1	45,5

Source : Calculé d'après les WDI (2012).

Il ne fait aucun doute que l'évolution démographique pose un grave problème du côté de l'offre, car la région n'est pas capable d'offrir des opportunités d'emploi aux nombreux entrants sur le marché du travail. Le tableau 5 montre aussi que la croissance rapide de la population en âge de travailler va de pair avec des ratios emploi-population généralement faibles, notamment par rapport à d'autres régions. Les ratios du monde arabe et de l'ensemble de la région

MENA sont parmi les plus faibles, à cause des effets combinés d'un grand réservoir de demandeurs d'emploi et d'une offre d'emploi limitées. Pour la région MENA, environ 28% seulement de la population de plus de 15 ans ont un emploi, et ce ratio est remarquablement constant depuis vingt ans (voire légèrement en baisse dans les pays arabes). En Afrique du Nord, seule l'Algérie a connu une amélioration relative ces dernières années (passant à plus de 31%), contrairement

à l'Égypte, où les faibles ratios emploi-population ont persisté (autour de 25%-26%). Compte tenu de la gravité de la situation de l'emploi en Tunisie, c'est dans ce pays que les ratios sont les plus faibles ; ils ont même baissé récemment (d'environ 28% à environ 23%).

D'une manière générale, les ratios emploi-population sont assez faibles dans la région en comparaison avec le reste du monde, et en particulier l'Asie du Sud (42,4%), l'Amérique latine (45%) et l'Asie orientale (près de 53%).

Le tableau 6 indique en outre que le pronostic du problème de l'emploi dans la région pourrait s'aggraver encore dans les années à venir. On constate en effet que le gonflement démographique actuel dans les groupes en âge de travailler s'accompagne de taux d'activité (participation au marché du travail) qui sont parmi les plus bas au monde. Le taux d'activité global pour l'ensemble de la région est d'environ 51%-52%, contre 60%-70% dans les autres régions. À mesure qu'augmente la part de la population en âge de travailler, les pressions sur l'emploi ne peuvent que s'accroître.

Tableau 6 : Statistiques de la population active en Afrique du Nord et dans d'autres régions, 1991-2009 (moyennes pour la période)

	Taux de participation au travail (% de la population de + de 15 ans)					Population active féminine (% de la population active totale)				
	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2009	2001-2009	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2009	2001-2009
Algérie	51,0	54,2	56,5	58,1	57,2	24,6	27,0	29,6	31,2	30,3
Égypte	50,1	49,2	48,3	48,1	48,2	25,8	24,7	24,0	23,7	23,9
Libye	47,7	49,7	51,7	52,4	52,0	16,7	20,5	22,6	22,7	22,7
Maroc	53,0	53,8	52,0	52,3	52,1	24,6	26,2	25,1	26,0	25,5
Tunisie	48,2	48,3	47,8	48,0	47,9	22,6	24,3	25,6	26,6	26,0
Monde arabe	51,1	51,5	51,4	52,0	51,7	23,0	23,8	24,2	24,5	24,3
Asie orientale et Pacifique	74,9	74,2	72,7	71,4	72,1	43,6	43,6	43,6	43,7	43,7
Amérique et Caraïbes	62,3	62,9	63,9	65,3	64,5	35,6	37,2	38,8	40,2	39,4
MENA	50,5	50,9	51,1	51,6	51,3	22,4	23,9	24,5	25,0	24,7
Asie du Sud	60,5	59,5	58,8	58,8	58,8	28,1	28,0	27,9	28,7	28,3
Afrique sub-saharienne	69,4	69,7	70,2	70,5	70,3	42,2	42,7	43,2	43,3	43,2
Monde	66,2	65,6	65,0	64,8	64,9	39,5	39,6	39,7	40,0	39,8

Source: Calculé d'après les WDI (2012).

Le faible taux d'activité de la région s'explique par un très faible taux de participation des femmes au marché du travail ; là encore, ce taux est l'un des plus bas au monde. En général, les femmes ne représentent qu'un quart environ des effectifs de la population active en Afrique du Nord (l'Algérie a un ratio plus élevé, avec un peu plus de 30%). Comme le montre le tableau 6, la norme se situe autour de 40% dans le reste du monde (à l'exception de l'Asie du Sud, où il est d'environ 28%). Dans les décennies à venir, une hausse du taux d'activité chez les femmes ne pourra que stimuler l'offre et renforcer la compétition sur les rares emplois. La pression du côté de l'offre risque donc de continuer à aggraver les problèmes d'emploi dans la région.

Pour analyser l'évolution de la nature des emplois, les deux tableaux suivants ventilent les données par secteur et par statut. Le tableau 7 montre que, dans les pays pour lesquels des données existent (Algérie, Égypte et Maroc), le secteur des services est le plus grand pourvoyeur d'emplois. En Algérie et en Égypte, près de la moitié de tous les emplois sont concentrés dans le secteur tertiaire. Le Maroc est le seul pays où les emplois agricoles ont connu une reprise et où baisse la part relative des services et de l'industrie (voir également le tableau 2 supra sur le rythme rapide de la croissance agricole au Maroc).

**Tableau 7 : Emploi par secteur économique en Afrique du Nord, 1991-2009
(moyennes pour la période - % total)**

	Agriculture				Industrie				Services			
	1991-1995	1996-2000	2001- 2005	2006-2009	1991-1995	1996-2000	2001- 2005	2006-2009	1991-1995	1996-2000	2001- 2005	2006-2009
Algérie	-	-	21,0	-	-	-	24,8	-	-	-	54,1	-
Égypte	34,8	30,1	29,7	31,5	22,3	22,4	20,6	22,4	42,9	47,3	49,6	46,0
Maroc	11,4	5,6	36,9	42,1	32,8	34,0	22,1	21,0	55,5	59,8	41,0	36,7

Source: Calculé d'après les WDI (2012).

Le tableau 8 montre que, à l'exception du Maroc, les emplois familiaux représentent une faible part de l'emploi total en Afrique du Nord. La majorité des emplois sont salariés. Les travailleurs indépendants sont relativement nombreux en Égypte et au Maroc, mais leur part est

globalement constante ou en baisse depuis une vingtaine d'années. En Tunisie, en revanche, peut-être à cause de l'importance du secteur public, les travailleurs salariés représentent environ les deux tiers de tous les emplois.

**Tableau 8 : Situation de l'emploi dans les pays d'Afrique du Nord, 1991-2009
(% total des emplois)**

	Travailleurs familiaux				Travailleurs indépendants				Travailleurs salariés			
	1991-1995	1996-2000	2001- 2005	2006-2009	1991-1995	1996-2000	2001- 2005	2006-2009	1991-1995	1996-2000	2001- 2005	2006-2009
Algérie	-	-	7,8	-	-	-	36,8	-	-	-	55,9	-
Égypte	13,7	10,1	11,8	13,6	43,6	37,3	40,8	39,9	56,4	62,1	59,2	60,2
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maroc	19,2	21,5	25,8	25,1	51,5	48,5	55,2	55,3	48,5	47,4	42,4	44,1
Tunisie	0,9	7,6	7,9	-	29,2	31,1	33,4	-	70,2	68,3	66,5	-

Source: Calculé d'après les WDI (2012).

Le tableau 9 montre que le taux de chômage de la région MENA a toujours été à deux chiffres ces vingt dernières années et qu'il continue de dépasser celui des autres régions (autour de 12% pour la période 2001-2009, contre 4% à 8% ailleurs). En Afrique du Nord, c'est l'Algérie qui a connu le taux de chômage le plus élevé, et malgré une tendance à la baisse dernièrement, elle reste néanmoins autour de 19% en moyenne pour la période 2001-2009. Au Maroc, en Égypte et en Tunisie, les taux de chômage sont demeurés à deux chiffres, se situant de 10% à 15% durant la dernière décennie.

On pense généralement que les données officielles sous-estiment la réalité du chômage dans la région. En outre, de nombreux « employés » entrent dans la catégorie des « emplois vulnérables » (emplois familiaux non rémunérés et travailleurs à leur compte), catégorie qui n'a pas le caractère officiel des emplois salariés et regroupe beaucoup d'activités

informelles. Pour l'ensemble de la région MENA, on peut considérer que plus d'un tiers de tous les emplois sont, en ce sens, « vulnérables ». Compte tenu de leur précarité, certains peuvent constituer une menace pour les chiffres du chômage. En Afrique du Nord, leur part est particulièrement élevée au Maroc, où elle représente plus de la moitié des emplois. Comme nous l'avons vu précédemment (tableau 8), cette situation s'explique par la forte proportion de travailleurs indépendants au Maroc (y compris de travailleurs contribuant à l'entreprise familiale), associée à une part relativement faible de personnes ayant un emploi salarié.

Bien que fragmentaires, les données du tableau 9 font apparaître une autre caractéristique importante du chômage dans la région MENA, à savoir que les diplômés de l'enseignement supérieur représentent une grande partie des chômeurs. Au niveau mondial, c'est en Asie du Sud

que le ratio est le plus élevé, un tiers des chômeurs étant des diplômés de l'enseignement supérieur. Pour l'Afrique du Nord, le ratio le plus élevé se situe au Maroc (avec un cinquième du total des chômeurs), suivi de l'Algérie et de la Tunisie (avec des taux avoisinant les 10%).

Une autre caractéristique à noter le taux de chômage très élevé chez les jeunes, hommes ou femmes (OIT, 2013 : 85-86 ; AfDB, 2012 : 25-29). Malgré l'amélioration de la croissance observée dans la région depuis une dizaine d'années, il semble que le talon d'Achille de la région MENA soit son incapacité à traduire cette croissance en emplois productifs, surtout pour sa population jeune (voir aussi Dhillon 2009, et Radwan 2006 sur le chômage des jeunes dans la région MENA). La population de cette région, nous l'avons vu, est généralement très jeune.

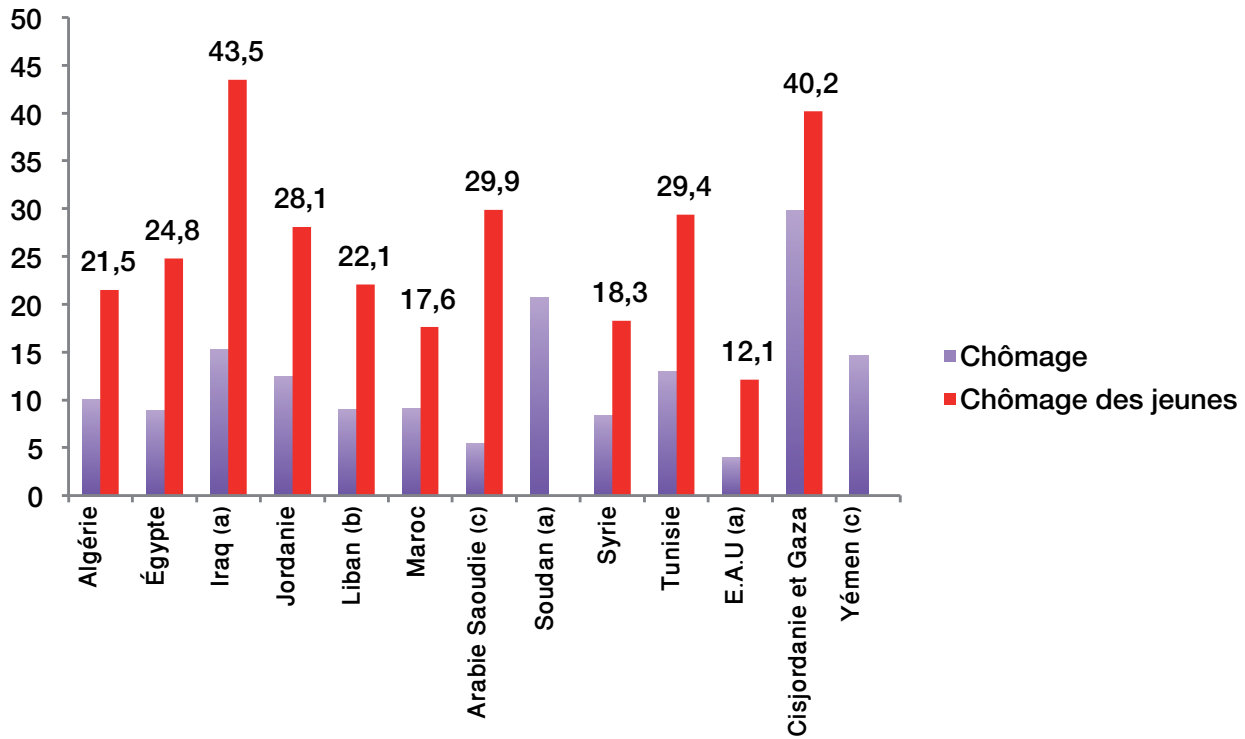
Les jeunes en âge de travailler (entre 15 et 29 ans) y représentent un quart à un tiers de la population totale. Malheureusement, ils connaissent des taux de chômage nettement supérieurs à une moyenne nationale déjà élevée par rapport aux normes mondiales, comme nous l'avons vu précédemment. La figure 1 montre que le taux de chômage des jeunes en 2010 était, dans l'ensemble, au moins deux fois plus élevé que les taux moyens de la plupart des pays arabes pour lesquels des données récentes sont disponibles. En Irak et en Cisjordanie, les taux de chômage officiels des jeunes dépassent les 40% ; vient ensuite l'Arabie saoudite (30%). En Afrique du Nord, ces ratios varient entre 18% et 29%. Globalement, la figure 1 montre que, dans les pays arabes et dans la tranche des 15-24 ans, entre deux et quatre personnes sur dix sont au chômage.

Tableau 9 : Chômage en Afrique du Nord et dans d'autres régions, 1991-2009

	Taux de chômage, total (% de la pop. active totale)					Chômage des diplômés de l'enseignement supérieur (% du chômage total)					Chômage des diplômés de l'enseignement supérieur (% du chômage total)				
	1991- 1995	1996- 2000	2001- 2005	2006- 2009	2001- 2009	1991- 1995	1996- 2000	2001- 2005	2006- 2009	2001- 2009	1991- 1995	1996- 2000	2001- 2005	2006- 2009	2001- 2009
Algérie	23,8	27,6	22,5	12,5	18,7	10,8		10,0		10,0			31,6		31,6
Égypte	10,4	8,5	10,4	9,4	9,9						27,0	23,7	23,8	26,1	24,4
Libye															
Maroc	18,0	16,3	11,6	9,8	10,8	11,9	17,9	20,2		20,2	47,5	47,0	51,6	51,4	51,5
Tunisie		15,9	14,6	14,2	14,5	1,7	4,9	9,2		9,2	20,9				
Monde arabe			14,9	10,9	12,2										
Asie orientale et Pacifique	2,8	3,6	4,7	4,7	4,7										
Amérique latine et Caraïbes	7,2	8,6	8,9	7,3	8,2			11,8	12,3	11,9		32,7		30,3	30,3
MENA	12,6		13,0	10,5	11,7									36,7	36,7
Asie du Sud	3,3	3,4	4,6		4,6	26,1	28,0	31,1	-	31,1					
Afrique sub-saharienne															
Monde	5,3	5,4	6,4		6,4										

Note: (a) L'emploi vulnérable comprend les travailleurs familiaux non rémunérés et les travailleurs à leur compte, en pourcentage du total des emplois.
Source: Calculé d'après les WDI (2012).

Figure 1 : Taux de chômage total et taux de chômage des jeunes* (%) pour certains pays arabes (2010)



Notes : * Le chômage des jeunes fait référence aux 15-24 ans;
 (a)-2008; (b)-2007; (c)-2009
 Source : OIT (2011).

Compte tenu de l'importance de leurs effectifs, il n'est pas étonnant que les jeunes représentent une part importante du total des chiffres du chômage. Selon l'OIT, en 2007, les jeunes représentaient 63% de tous les chômeurs en Égypte. Selon les indicateurs clés du marché du travail, ce ratio était de deux cinquièmes au Maroc en 2009 (KILM, 2009). Globalement, selon les estimations du BIT, le taux de chômage masculin chez les jeunes de la région représentait en 2012 trois fois celui des adultes (18,5% contre 5,7%) ; chez les jeunes femmes, ce taux est de 37%, soit « plus de six fois le taux pour les hommes adultes » (OIT, 2013 : 85).

Notre discussion sur la capacité des pays d'Afrique du Nord à générer des emplois s'est concentrée jusqu'ici sur trois indicateurs habituels : le taux de chômage, le taux d'activité et les ratios emploi-population.

Ce sont, certes, des indicateurs utiles, mais nous aurons une meilleure idée de la dynamique des créations d'emplois et de leur relation à la croissance économique en examinant l'élasticité de l'emploi (Kapsos, 2005 ; voir Saget, 2000 pour une analyse de la relation entre la croissance et l'emploi en général). Ce concept, qui indique l'intensité en emplois de la croissance, ou le nombre de nouveaux emplois nets créés pour chaque point de croissance du PIB, peut nous aider à analyser dans quelle mesure la croissance est imputable à des gains dans la productivité du travail ou dans l'offre d'emplois. Une première étude, sur la période 1991-2003, révèle que la région MENA et l'Afrique subsaharienne présentent, globalement, la plus forte élasticité de l'emploi, ce qui veut dire que la croissance de l'emploi s'explique pour l'essentiel par une augmentation de l'offre plus que par des gains de productivité (Kapsos, 2005 : 19).

Tableau 10 : Élasticité de l'emploi en Afrique du Nord, 1992-2008

	Total				Hommes				Femmes			
	1992-1995	1996-2000	2000- 2004	2004-2008	1992-1995	1996-2000	2000- 2004	2004-2008	1992-1995	1996-2000	2000- 2004	2004-2008
Algérie	0,87	1,01	1,29	1,53	1,45	1,69	1,63	2,18	0,68	0,76	1,15	1,24
Égypte	0,67	0,48	0,82	0,57	0,66	0,66	1,30	0,87	0,67	0,44	0,69	0,49
Libye	-0,82	2,00	0,49	0,38	-1,51	3,49	0,66	0,62	-0,68	1,62	0,44	0,32
Maroc	0,54	0,56	0,50	0,48	0,89	1,00	0,50	0,31	0,43	0,41	0,50	0,43
Tunisie	0,79	0,40	0,55	0,42	1,30	0,61	0,89	0,46	0,64	0,34	0,43	0,40

Source: KILM (2009).

Les calculs de l'OIT pour les différents pays d'Afrique du Nord sont résumés dans le tableau 10 pour la période 1992-2008 et ventilés par sexe par périodes de quatre ans (KILM, 2009). On voit que l'Algérie a toujours connu une forte élasticité de l'emploi, globalement et par sexe, qui présente une tendance à la hausse ces dernières années. Cette situation, nous l'avons vu plus haut, s'explique surtout par les tendances démographiques : taux de fécondité élevés dans le passé (tableau 3), qui entraîne de forts taux de croissance de la population en âge de travailler (tableau 5) et l'arrivée de très nombreuses femmes sur le marché du travail (tableau 6). En Libye, après une hausse marquée à la fin des années 1990, l'élasticité de l'emploi a sensiblement diminué ; en Égypte, en Tunisie et au Maroc, la tendance modérée à la baisse est devenue la norme depuis quelques années.

Les chiffres laissent penser aussi que la croissance économique a favorisé la création d'emplois chez les hommes plus que chez les femmes. La seule exception est le Maroc, où, ces dernières années, l'élasticité de l'emploi est supérieure chez les femmes (0,43 contre 0,31 pour les hommes entre 2004 et 2008) ; là encore, c'est peut-être le reflet du grand nombre de travailleurs familiaux dans ce pays (voir tableau 8 supra).

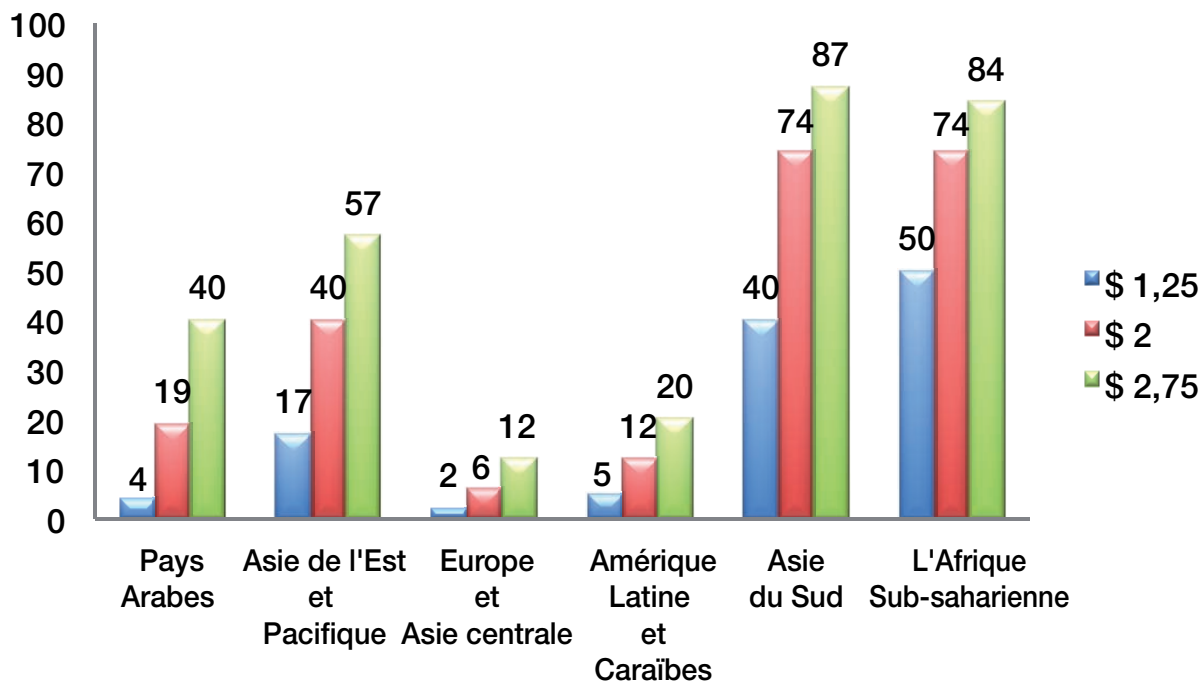
Avec un faible taux de participation de la main-d'œuvre féminine dans la région (voir tableau 6 supra), il est possible que l'on assiste à l'avenir à une augmentation de l'élasticité de l'emploi féminin, compte tenu du rattrapage possible avec les hommes.

4.4 Pauvreté et inégalité

Selon les normes internationales, les taux de pauvreté en fonction du revenu semblent étonnamment faibles dans la région MENA (Bibi et Nabli, 2009 ; Adams et Page, 2003 ; Bargawi et McKinley, 2011). En adoptant des objectifs de réduction de la pauvreté définie de façon étroite, les stratégies de croissance pro-pauvres risquent d'ignorer un grand nombre de personnes à faibles revenus qui se situent juste au-dessus des seuils de pauvreté internationaux. Ce qui pose le problème des seuils à retenir pour définir les ratios des effectifs de pauvres, et jette des doutes sur la fiabilité et l'exactitude des données relatives à la pauvreté et, en conséquence, à leur applicabilité, dans la région.

La figure 2 illustre ce paradoxe apparent : les personnes qui vivent avec moins de 1,25 \$ par jour (en PPA USD 2005) ne représentent que 4% de la population totale dans la région arabe. Ce chiffre semble correspondre aux ratios d'effectifs pour des régions beaucoup plus riches comme l'Amérique latine (5%) et il est bien inférieur à celui d'autres régions en développement comme l'Asie du Sud (40%) et l'Afrique subsaharienne (50%). Faire passer l'indice de référence à 2 \$ ou à 2,75 \$ par jour fait une différence importante pour les pays arabes (hors de proportion par rapport au reste du monde), mais, pour autant, l'image globale de la pauvreté demeure, selon les seuils internationaux fixés, relativement positive dans la région (19% vivent en dessous de 2 \$ par jour et 40% en dessous de 2,75 \$ par jour).

Figure 2 : Ratios des effectifs de pauvreté par région à 1,25\$, 2\$ et 2,75\$ par jour (en PPA dollars 2005, % de la population)



Source : PNUD (2012: 22).

Bien que limitées, les données présentées dans le tableau 11 pour les pays d'Afrique du Nord confirment cette vue d'ensemble. On distingue deux schémas : en Tunisie et au Maroc, où les ratios de pauvreté sont supérieures aux normes régionales (mais encore faibles par rapport aux normes internationales), on observe une tendance

marquée à la baisse (de 6,5%-6,8% à environ 2,5% pour l'indice de référence inférieur, à 1,25 \$ par jour). En Égypte, le ratio – selon un indice de référence similaire – est très faible, mais il est globalement stable ou légèrement en hausse (autour de 1,8%-2% entre 2000 et 2005).

Tableau 11 : Ratios des effectifs de pauvreté à 1,25\$ et 2\$ par jour en Afrique du Nord

	Période de l'enquête	Population (%) en dessous de 1,25\$ par jour		Population (%) en dessous de 2\$ par jour	
		Première enquête	Dernière enquête	Première enquête	Dernière enquête
Algérie	1995	6,8		23,6	
Égypte	2000-2005	1,8	2,0	19,3	18,4
Maroc	1998-2007	6,8	2,5	24,4	14,0
Tunisie	1995-2000	6,5	2,6	20,4	12,8

Source : KILM (2009).

Toutefois, la différence devient considérable si l'on relève l'indice de référence à 2 \$ par jour, même si le schéma demeure comparable. Par exemple, avec cette définition de l'incidence de la pauvreté, le Maroc a connu la plus forte baisse (de 24,4% à 14%), suivie par la Tunisie (de

20,4% à 12,8%) et l'Égypte, où la réduction a été beaucoup plus modeste (de 19,3% à 18,4%). À première vue, donc l'incidence de la pauvreté au Maroc et en Tunisie est désormais au niveau de celle de la région latino-américaine (environ 12%), mais elle est nettement

supérieure dans d'autres parties du monde (par exemple Asie orientale à 40%, Asie du Sud et Afrique subsaharienne à 74% ; voir figure 2).

S'il apparaît que les effectifs de la pauvreté dans la région MENA sont très sensibles au choix de l'indice de référence, on peut se demander si les seuils de pauvreté internationaux, tels qu'ils sont actuellement fixés, constituent des guides appropriés pour estimer l'incidence réelle de la pauvreté dans la région. Comme indiqué plus haut, des doutes persistent concernant l'estimation des données dans l'ensemble de la région MENA. Certains se demandent si les mesures de la pauvreté fondées sur le revenu (par exemple les ratios d'effectifs et le coefficient de Gini) ne donnent pas des résultats trop optimistes concernant l'amélioration des conditions des pauvres dans la région MENA. Breisinger et al., par exemple, concluent que, dans la région MENA, la réduction des chiffres de la pauvreté basée sur le revenu ne correspond pas à la moyenne mondiale, « alors que les taux de réduction de la malnutrition infantile sont semblables » (2012 : 9). Ils attribuent ces écarts en partie à des inexactitudes dans les données et en partie à l'importance des facteurs hors revenus (la santé et l'éducation, par exemple), qui peuvent être relativement moins développés dans la région et qui échappent aux mesures de la pauvreté fondées sur le seul revenu.

D'autres contestent la méthodologie utilisée dans les estimations de la pauvreté internationale dans le contexte de la région MENA. Par exemple, l'application d'une PPA universelle ne reflète pas nécessairement les niveaux de prix relatifs auxquels sont confrontés les consommateurs

les plus pauvres, ce qui conduit à fausser les comparaisons entre pays de la région MENA (Sabry 2010, affirme que les enquêtes sur les dépenses des ménages révèlent une situation bien pire de la pauvreté en Égypte). Selon une autre méthodologie, qui prend en compte les dépenses de consommation par habitant, le PNUD a réévalué les seuils de pauvreté, jugeant l'indice de référence de 1,25 \$ par jour comme beaucoup trop bas et prônant le seuil de 2 \$, considéré comme « une référence plus appropriée » pour mesurer la pauvreté dans le monde (2011 : 24).

Des doutes semblables ont été émis concernant les données empiriques sur les inégalités dans la région MENA, où les coefficients de Gini estimés à partir des enquêtes sur les dépenses des ménages semblent indiquer des niveaux d'inégalités modérés selon les normes internationales. En règle générale, on pense que ces enquêtes ne prennent pas en compte les groupes de revenus constituant les 5% supérieurs, d'où les résultats indiquant une stagnation ou une diminution de la consommation par habitant, par opposition aux résultats basés sur les comptes nationaux (UNDP, 2011 : 26-27).

Le tableau 12 résume les données disponibles sur l'inégalité en Afrique du Nord. Sur la base des éléments fournis par l'indice de Gini, l'Égypte a connu une diminution de ses inégalités, alors qu'en Tunisie la tendance est quasi stagnante. Malgré la réduction marquée de la pauvreté au Maroc (voir plus haut), l'indice de Gini montre que l'inégalité s'est en réalité aggravée entre 1999 et 2007 (passant de 39,5 à 40,9).

Tableau 12 : Indicateurs de répartition des revenus

	Période de l'enquête	Première enquête		Dernière enquête	
		Ratio 20% sup. au 20% inf.	Indice Gini	Ratio 20% sup. au 20% inf.	Indice Gini
Algérie	1995	3,9	35,3		
Égypte	2000-2008	3,2	32,8	2,9	30,8
Maroc	1999-2007	4,8	39,5	5,1	40,9
Tunisie	1995-2005	5,6	41,7	5,5	41,4

Source : Calculé d'après les WDI (2012).

Une analyse de la concentration des revenus au niveau des tranches supérieures et inférieures donne une image similaire. En Égypte, le ratio entre les revenus de la tranche supérieure de 20% et ceux de la tranche inférieure de 20% a baissé (il est passé de 3,2 à 2,9 entre 2000 et 2008) ; en Tunisie, il est resté stable (autour de 5,5 entre 1995 et 2005). Là encore, le Maroc se distingue avec une concentration des revenus en

faveur de la tranche supérieure.

Dans la section suivante, nous examinerons la question de l'accès aux biens et aux équipements sociaux dans la région afin de parvenir à une meilleure compréhension de la croissance et de ses incidences sur le bien-être et la pauvreté au cours des années considérées.

4.5 Biens et services sociaux

4.5.1 La santé

Ces dernières années, nous l'avons vu (tableaux 3 et 4), la transition démographique de la région a été marquée par une amélioration de l'espérance de vie combinée à une baisse soutenue des taux de mortalité infantile. Le tableau 13 présente d'autres indicateurs de santé pour lesquels il existe des données comparatives. On voit que, depuis une dizaine d'années décennie, les taux de mortalité maternelle

dans la région MENA ont considérablement baissé pour atteindre aujourd'hui des niveaux comparables à ceux de l'Asie orientale et de l'Amérique latine (passant de 200 pour 100 000 naissances vivantes en 2000 à 74 en 2009). Parmi les pays d'Afrique du Nord, la Libye et l'Algérie ont pris du retard, même si la baisse a été tout aussi importante (220-300 à environ 100 pour 100 000 naissances vivantes dans la même période). En revanche, en Tunisie, au Maroc et en Égypte, ces taux se situent maintenant à environ 60 pour 100 000 naissances vivantes, ce qui est bien en dessous des chiffres pour le monde arabe et pour d'autres régions.

Tableau 13 : Quelques indicateurs de santé en Afrique du Nord et dans d'autres régions (2000-2009)

	Ratio de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)			Incidence de la tuberculose (pour 100 000 habitants)		
	2000	2005	2009	2000	2005	2009
Algérie	220	140	97	66	87	90
Égypte	230	100	66	34	26	18
Libye	300	170	100	40	40	40
Maroc	99	67	58	147	109	91
Tunisie	130	84	56	29	24	25
Monde arabe	360	290	230			
Asie orientale et Pacifique	210	120	78	167	136	114
Amérique latine et Caraïbes	140	100	80	88	61	43
MENA	200	120	74	56	50	38
Asie du Sud	620	410	220	215	215	192
Afrique sub-saharienne	850	740	500	210	276	271
Monde	400	320	210	144	141	128

Source : Calculé d'après les WDI (2012).

Le même tableau montre que l'incidence de la tuberculose dans la région MENA a été faible par rapport aux normes mondiales et qu'elle baisse largement (en 2009, les cas étaient en moyenne de 38 pour 100 000 habitants dans la région MENA, contre 56 pour 100 000 dix ans plus tôt). En Afrique du Nord, on observe un double schéma, les taux les plus élevés se situant au Maroc et en Algérie (autour de 90 pour 100 000), et les plus faibles en Tunisie et en Égypte ; en Libye, les taux sont conformes à la moyenne de la région MENA, à 40 pour 100 000 environ.

Le tableau 14 présente des données sur les dépenses de santé et sur la part du secteur public dans ces dépenses. On voit que la part des dépenses totales de santé (publiques et privées) dans le PIB de la région MENA a été généralement faible au cours de la dernière décennie (à environ 4%-5%), soit la moitié de la moyenne mondiale (qui englobe les pays développés). Ce ratio se situe entre celui de l'Asie orientale et de l'Amérique latine d'une part (7%) et celui de l'Asie du Sud d'autre part (4%). Parmi les pays d'Afrique du Nord, on observe des pourcentages relatifs élevés en Tunisie (6,2%), et beaucoup plus faibles en Libye et en Algérie (environ 4%).

Tableau 14 : Dépenses de santé en Afrique du Nord et dans d'autres régions (2000-2009)

	Total dépenses de santé (% PIB)			Dépenses de santé gén. du gvt (% dépenses totales du gvt)			Dépenses de santé gén. du gvt (% total dépenses de santé)		
	2000	2005	2010	2000	2005	2010	2000	2005	2010
Algérie	3,5	3,4	4,2	8,9	9,9	9,2	73,3	75,8	77,9
Égypte	5,4	5,2	4,7	7,3	6,7	5,7	40,5	40,6	37,4
Libye	3,3	2,5	3,9	6,0	5,5	5,5	57,2	61,8	68,8
Maroc	4,2	5,1	5,2	4,0	6,6	6,6	29,4	28,7	38,0
Tunisie	6,0	6,2	6,2	8,1	10,7	10,7	54,9	51,5	54,3
Monde arabe	4,2	3,8	4,7				57,2	60,8	60,9
Asie orientale et Pacifique	6,6	6,7	6,9				72,4	67,8	69,5
Amérique latine et Caraïbes	6,6	6,9	7,7	9,8			48,9	47,2	50,2
MENA	4,7	4,4	5,1				54,2	58,3	57,8
Asie du Sud	4,3	3,9	3,9	3,8	3,5	3,5	28,1	24,4	30,0
Afrique sub-saharienne	6,0	6,6	6,5		10,00		40,0	39,3	45,3
Monde	9,2	9,9	10,4				57,8	58,6	62,8

Source : WDI (2012).

Faute de données, il est impossible de comparer au niveau de la région l'importance relative des dépenses publiques de santé (en pourcentage du budget total du gouvernement) ; néanmoins, en Algérie et en Tunisie, les dépenses de l'État en matière de santé semblent constituer une part beaucoup plus importante des dépenses publiques totales qu'ailleurs (autour de 9-10%).

La part relative du secteur public dans l'offre de services de santé ressort beaucoup plus clairement de la ventilation des dépenses totales de santé. La part du secteur public dans les dépenses totales de santé (privées et publiques) dans la région MENA a connu une légère hausse pour atteindre environ 58%-60% en 2010 (en termes comparatifs, seule l'Asie est au-dessus, avec 70%). Toutefois, une analyse plus fine de l'Afrique du Nord fait apparaître un double schéma. Dans les deux économies pétrolières que sont l'Algérie et la Libye, les dépenses de santé publiques dépassent les dépenses privées, et leur part a augmenté pour atteindre entre les deux tiers et les trois quarts des dépenses totales. On observe le contraire en Égypte et au Maroc, où les dépenses de santé privées dépassent les dépenses de santé publiques. En Tunisie,

la répartition est à peu près égale et elle est restée globalement stable, à environ 54%, au cours de la dernière décennie.

4.5.2 L'éducation

Le tableau 15 montre que dans le monde arabe et dans l'ensemble de la région MENA, la parité entre les sexes dans l'enseignement secondaire et supérieur, n'a cessé de s'améliorer au cours de la dernière décennie. Cette tendance est encore plus marquée dans l'enseignement supérieur, le ratio d'inscriptions hommes/femmes augmentant de près d'un quart en moins de dix ans pour atteindre la parité (de 83% à 100,7%) ou presque la parité pour l'ensemble des pays arabes (de 80% à 96,3%).

La situation en Afrique du Nord n'est pas la même partout, mais, dans les deux pays pour lesquels des données sont disponibles – la Tunisie et le Maroc –, elle est comparable : en Tunisie, le nombre des femmes dépasse celui des hommes dans l'enseignement secondaire et tertiaire, ce qui correspond à la tendance observée dans des régions comme l'Asie orientale et l'Amérique latine.

Tableau 15 : Ratio d'inscriptions femmes/hommes dans l'enseignement secondaire et tertiaire en Afrique du Nord et dans d'autres régions (2000 et 2009)

	Ratio inscriptions femmes/ hommes (%)			
	Secondaire		Tertiaire	
	2000	2009	2000	2009
Algérie		101,8		144,2
Égypte	92,2			
Libye			97,1	
Maroc	79,3		72,3	87,1
Tunisie	103,4	105,8		150,5
Monde arabe	88,7	91,4	80,1	96,3
Asie orientale et Pacifique	95,6	104,7	84,4	104,0
Amérique latine et Caraïbes	106,8	108,1	118,5	126,0
MENA	90,1	92,7	82,6	100,7
Asie du Sud	74,2	88,4	64,2	
Afrique sub-saharienne	81,0	79,2	65,2	63,3
Monde	91,6	96,6	99,1	108,2

Source : Calculé d'après les WDI (2012).

Tableau 16 : Dépenses publiques dans l'éducation en Afrique du Nord (1998-2009)

	Dépenses publiques dans l'éducation (% du PIB)			Dépenses publiques dans l'éducation (% des dépenses totales de l'État)			Dépenses publiques par élève (% du PIB par hab.)		
	1998-2001	2002-2005	2006-2009	1998-2001	2002-2005	2006-2009	1998-2001	2002-2005	2006-2009
Algérie			4,3			20,3			
Égypte		4,8	3,8		15,9	12,2		18,1	
Libye	2,7								
Maroc	5,5	5,7	5,5	25,1	27,1	25,9	25,7	24,6	24,1
Tunisie	6,2	6,4	6,4	17,8	19,9	22,2	21,4	22,5	23,5

Source : UNESCO (2012).

Si la hausse de la participation des femmes dans l'enseignement supérieur est encourageante, il convient de la replacer dans le contexte des opportunités limitées qui s'offrent aux femmes dans la sphère économique et sociale. En Afrique du Nord, nous l'avons vu, les taux de participation des femmes au marché du travail sont parmi les plus bas au monde : les femmes ne représentent qu'un quart environ de la population active de la région, contre 40% ailleurs en règle générale (tableau 6). Les femmes ont également

moins de possibilités d'étudier à l'étranger et elles sont généralement surreprésentées dans les chiffres du chômage. Si l'amélioration de l'éducation et de la formation des femmes augmente à terme leurs possibilités d'entrer dans la vie active, cela ne peut qu'accroître leur nombre sur le marché du travail et, par conséquent, aggraver le problème du chômage.

Le tableau 16 montre que les dépenses publiques d'éducation en

pourcentage du PIB ont, dans l'ensemble, été stables en Afrique du Nord (3% à 6% entre 1998 et 2009). La Tunisie vient en tête avec 6% environ, et la Libye en queue de liste avec moins de 3% pour la période 1998-2001 (les données pour les années plus récentes ne sont pas disponibles).

La part du public apparaît aussi dans le fait que les dépenses d'éducation représentent environ un cinquième du budget global du gouvernement, à l'exception de l'Égypte où cette part a été faible et est en déclin (de 16% à 12% environ entre 2002 et 2009). En rapportant les chiffres au nombre des élèves, il apparaît que les dépenses publiques d'éducation par élève, au Maroc et en Tunisie, ont représenté près d'un quart du PIB par habitant.

4.5.3 U Les équipements urbains

La population et les emplois étant concentrés dans les centres urbains, l'accès aux équipements collectifs et les conditions d'hygiène sont des aspects importants de la qualité de la vie pour des millions de citoyens concernés par les transformations et les changements structurels. Le tableau 17 montre que les chiffres de la population urbaine ont continuellement augmenté au cours de la dernière décennie au point de dépasser aujourd'hui ceux de la population rurale dans les pays d'Afrique du Nord. La seule exception est l'Égypte, où le ratio est de 43%. En règle générale, la population urbaine représente environ les deux tiers de la population totale (c'est en Libye que ce chiffre est le plus élevé, avec 78% environ ; au Maroc, il est de 57% environ).

Tableau 17 : Population urbaine vivant dans des bidonvilles en Afrique du Nord (1990-2009)

	Population urbaine (% de la population totale)				Population vivant dans des bidonvilles (% de la population urbaine)				Population vivant dans des bidonvilles (en milliers)			
	1990	2000	2005	2009	1990	2000	2005	2007	1990	2000	2005	2007
Algérie	52,1	59,8	63,3	66,5	11,8				1,507			
Égypte	43,5	42,6	42,6	42,8	50,2	28,1	17,1	14,4	12,029	7,978	5,312	5,505
Libye	75,7	76,4	77	77,9	35,2				1,242			
Maroc	48,4	53,3	55	56,7	37,4	24,2	13,1	13,1	4,490	3,713	2,196	2,276
Tunisie	57,9	63,4	65,3	67,3	9				425			

Source : Calculé d'après les WDI (2012) et les indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement (2012).

L'urbanisation s'est accompagnée d'une diminution marquée du nombre de bidonvilles. En Égypte et au Maroc, les deux seuls pays pour lesquels nous disposons de données, on observe depuis 1990 une réduction

significative du nombre d'habitants des bidonvilles, en chiffres absolus et en proportion. Cette évolution a été soutenue par une amélioration générale de l'alimentation en eau et de l'assainissement (tableau 18).

Tableau 18 : Eau et assainissement en Afrique du Nord (1990-2008)

	Population ayant accès au réseau d'eau potable (%)					Population ayant accès au réseau d'assainissement (%)				
	1990	1995	2000	2005	2008	1990	1995	2000	2005	2008
Algérie	94	93	89	85	83	88	90	92	94	95
Égypte	90	93	96	98	99	72	79	86	93	94
Libye	54	54	54			97	97	97	97	97
Maroc	74	76	78	80	81	53	59	64	68	69
Tunisie	81	86	90	94	94	74	78	81	85	85

Source : OMS (2012).

En résumé, les pays d'Afrique du Nord, globalement, s'en sortent relativement bien par rapport à ce qu'était leur situation autrefois et par rapport à d'autres régions. Le PIB réel a connu en moyenne des taux de croissance respectables de 4% à 5% par an entre 2000 et 2010. Par ailleurs, on observe durant cette même période des avancées encourageantes : l'espérance de vie a augmenté, les indicateurs de l'éducation et de la santé se sont améliorés, le nombre et la proportion d'habitants des bidonvilles a diminué, et certains équipements collectifs

(eau potable et assainissement) profitent à un plus grand nombre de personnes. D'après les indices de référence internationaux, les données sur la pauvreté et les inégalités semblent pointer une amélioration de la situation de la région. Le principal problème concerne la démographie, avec des taux de chômage parmi les plus hauts, au niveau national et parmi les jeunes, et une très faible participation des femmes au marché du travail. Il reste beaucoup à faire dans ces pays pour améliorer les perspectives de la croissance inclusive.

5. Mesurer la croissance inclusive en Afrique du Nord

Dans cette section, nous nous appuyons sur les différents indicateurs de développement évoqués plus haut pour parvenir à une mesure synthétique unique de la croissance inclusive pour les pays d'Afrique du Nord. Le « score » ainsi défini servira ensuite à comparer la performance de ces pays dans leur histoire et par rapport à certains pays proches.

Comme mentionné plus haut, l'élaboration d'un moyen de mesure ou d'un indicateur de croissance inclusive unique en est encore à ses premiers balbutiements. Par exemple, McKinley (2010) propose d'utiliser un système de notation pondéré intégrant diverses statistiques clés relatives à la croissance et un grand nombre d'indicateurs du développement. Cependant, même si l'on se concentre sur les seuls résultats économiques, il reste à décider quels éléments inclure et quel pondération leur donner pour élaborer un indice universel de « croissance inclusive ».

Le classement annuel des pays établi par le PNUD en fonction de l'indice de développement humain (IDH) propose un moyen de mesure tout fait mais dont la portée reste limitée. Introduit en 1990, l'IDH offre une alternative aux mesures conventionnelles de développement national, comme le niveau de revenu et le taux de croissance économique. Il propose une définition plus large du bien-être et aboutit à une mesure composite basée sur les trois éléments de base du développement humain : le revenu, l'espérance de vie et l'éducation. Ces trois éléments ont le même poids dans le calcul, et le score combiné sert à classer les pays en fonction de leur performance annuelle. Depuis 2010, le PNUD a mis en place un indicateur ajusté aux inégalités (IDHI) pour mieux prendre en compte l'effet des inégalités sur ces résultats et, par conséquent, sur le classement des pays. Autrement dit, en l'absence d'inégalités, ces deux mesures seraient identiques. En ce sens, « l'IDHI représente le niveau réel du développement humain (qui tient compte de cette inégalité), tandis que l'on peut considérer l'IDH comme un indice de

développement humain «potentiel» (ou le niveau maximum de l'IDHI) qu'il serait possible d'atteindre en l'absence de toute inégalité » (UNDP, 2012a).

Le tableau 19 présente pour les cinq pays d'Afrique du Nord le classement 2011 de l'IDH (sur un total de 187 pays) et de l'IDHI (sur un total de 134 pays). Sont également donnés les classements pour certaines composantes : revenu, santé, éducation, inégalités et sexe. Nous indiquons également les classements normalisés pour l'IDH et l'IDHI afin de prendre en compte le nombre variable de pays pour lesquels ces classements sont possibles.

Plusieurs questions intéressantes apparaissent ici. Tout d'abord, pour ces cinq pays, le classement sur les seuls revenus est généralement assez représentatif du classement général en fonction de l'IDH, car il semble que la prise en compte des deux autres indicateurs (santé et éducation) ne modifie que marginalement leur classement. La seule exception est le Maroc où une sous-performance marquée dans l'éducation conduit à un écart significatif entre le classement en fonction des revenus et l'IDH global.

Deuxièmement, les IDH normalisés montrent que l'Égypte et le Maroc sont en dessous de la médiane dans le classements des pays (environ 40% et 31% respectivement), tandis que la Tunisie et l'Algérie se situent au niveau médian (autour de 50%). Assez étonnamment peut-être, la Libye arrive en tête, se situant pour l'IDH dans le tiers supérieur du classement (66%).

Troisièmement, le classement en fonction du genre améliore le score de la Tunisie – 45e rang sur 134 pays (nettement au-dessus de son IDH global ou de tout autre indicateur). Les classements de genre normalisés (qui ne figurent pas dans le tableau) indiquent des positions stables pour l'Algérie, le Maroc et la Tunisie (les données manquent pour l'Égypte).

Tableau 19 : Classements du développement humain en fonction de différents éléments pour les pays d'Afrique du Nord , 2011

	Revenus	Santé	Éducation	Inégalité	Genre	IDH global		IDH ajusté aux inégalités	
						Rang	Classement normalisé (max=100; min=0)	Rang	Classement normalisé (max=100; min=0)
Algérie	91	93	107		71	96	48,9		
Égypte	107	92	129	78	-	113	39,8	80	40,6
Libye	64	65	69		51	64	66,1		
Maroc	115	108	147	95	104	130	30,6	91	32,3
Tunisie	96	70	110	81	45	94	50,0	66	51,1
Total des pays	81871	188	188	134	146	187	100	134	100

Source : Classements du PNUD (2012b). Les classements normalisés sont les calculs de l'auteur d'après l'équation (2) expliquée dans le texte ci-dessous .

Enfin, dans le même tableau, les IDH normalisés ajustés aux inégalités indiquent une légère amélioration dans les classements de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie, trois pays pour lesquels les données sont disponibles. On constate donc que la prise en compte des inégalités dans la région a un effet positif modeste sur leur classement général.

Bien qu'utiles, les IDH du PNUD ne recouvrent qu'un nombre limité d'indicateurs examinés en section 4. Pour avoir une vision plus holistique de la nature de la croissance inclusive, nous chercherons ici à élargir l'éventail des indicateurs économiques et sociaux et à réévaluer la performance des pays d'Afrique du Nord dans leur histoire et les uns par rapport aux. Pour cela, nous prendrons en compte le classement selon les indicateurs précisés ci-dessous et élaborerons pour chaque pays un « score normalisé » (entre 0 et 100). Pour lisser les fluctuations annuelles dans les classements individuels, nous utiliserons les moyennes sur trois ans pour les trois premières années (2000-2002) et pour les trois dernières années de la décennie (2008-2010). Nous répéterons cette opération pour tous les indicateurs (voir liste ci-dessous), à l'exception de l'indicateur des inégalités pour lequel, en raison du manque de données, nous utiliserons une moyenne des valeurs de Gini disponibles respectivement pour les périodes 2000-2004 et 2005-2010. De toute évidence, cette période présente un intérêt particulier du fait de sa proximité avec les événements qui ont conduit aux printemps arabes.

Les scores globaux pour chaque pays (IG_i) sont calculés sous forme

de moyenne géométrique des valeurs normalisées pour les différents indicateurs (définis ci-dessous) selon la formule suivante :

$$IG_i = \sqrt[n]{S_{1i} \cdot S_{2i} \dots S_{ji}} \quad (1)$$

Où :

(*i* = 1, ... *m* : pays *i* inclus dans les données) ;

(*j* = 1, ... *n* : indicateur *j* inclus dans les données) ; et

s_{ji} est un score normalisé pour les classements obtenus pour l'indicateur *j* dans le pays *i*. Les scores normalisés sont obtenus à partir de la formule suivante (pour chaque indicateur pour chaque pays) :

$$s_{ji} = 100 \cdot \left(\frac{m_j - r_j}{m_j - 1} \right)_i \quad (2)$$

où *r_j* est le classement d'un pays pour l'indicateur *j* (par ordre décroissant), et *m_j* le nombre total de pays pour lesquels les données de l'indicateur *s_j* existent. La formule prend en compte le nombre variable de pays pour lesquels des données relatives aux indicateurs sont disponibles. En règle générale, en raison du manque de données, le nombre de pays baisse pour des variables telles que les inégalités et la structure de l'emploi (en pourcentage de salariés dans le total des emplois) – facteur qui joue sans doute en défaveur des pays les moins développés (voir les données détaillées et la méthodologie aux tableaux annexes 1 et 2).

Tableau 20 : Indicateurs utilisés pour le calcul de l'indice de croissance inclusive

Grandes catégories	Indicateurs spécifiques (S_j)	Nb de pays dans l'ensemble de données (m_j)
Croissance	1. Croissance du PIB réel	194
	2. Croissance du PIB réel par hab.	194
Santé et démographie	3. Dépenses publiques de santé (% PIB)	187
	4. Taux de mortalité – de 5 ans (pour 1 000)	193
	5. Espérance de vie à la naissance	196
	6. Tuberculose (pour 100 000 hab.)	202
Population active et emploi	7. Travailleurs salariés (% emploi total)	92
	8. Ratios emploi-population (% de 15+)	173
Genre	9. Femmes en activité (% de la population active totale)	184
Éducation	10. Ratio Femmes /Hommes dans l'enseignement secondaire (%)	163
Assainissement	11. Population ayant accès à des installations sanitaires (%)	178
Inégalité	12. Indice de Gini	99
Gouvernance	13. Indice de perception de la corruption	179

Les scores normalisés obtenus à partir de l'équation (2) prennent une valeur maximale de 100 (pour le mieux classé) et de 0 (pour le moins bien classé) pour chaque pays et chaque indicateur. Le tableau 20 donne une liste totale de treize indicateurs, regroupés en grandes catégories (croissance, santé et démographie, etc.) Tous les indicateurs ont le même poids ($1/n$) dans le calcul de l'indice global de la croissance inclusive (IGi) pour l'équation 1. Toutes les données proviennent de la Banque mondiale (WDI, 2012), à l'exception de la gouvernance, pour laquelle nous utilisons l'indice de perception de la corruption (IPC) fourni par Transparency International (2012).

Le tableau 21 présente un résumé des valeurs estimées pour « l'indice de croissance inclusive » (IGi) comme dans l'équation 1 ci-dessus) pour les cinq pays d'Afrique du Nord, pour les périodes 2000-2002 et 2008-2010, et les compare à des données similaires calculées pour quelques pays du Moyen-Orient et autres PMD. Plusieurs tendances intéressantes se dégagent.

En premier, les cinq pays d'Afrique du Nord sous-performent au niveau international si l'on considère qu'ils se situent en dessous de la médiane de l'ensemble des pays (de 0 à 100 par ordre croissant). Comparativement, cependant, la Tunisie vient en tête, suivie par l'Égypte. L'Algérie figure dans le groupe de queue, suivie du Maroc et de la Libye (dans cet ordre pour la période 2008-2010).

Deuxièmement, la tendance au cours de la décennie semble s'améliorer pour les cinq pays, mais à des degrés différents. La Libye et l'Algérie viennent en tête (dans cet ordre) suivies par l'Égypte. Le Maroc et, surtout, la Tunisie présentent une amélioration plus modeste. Nos résultats - fondés sur un ensemble plus grand d'indicateurs de développement – semblent s'écarter des IDH et ne pas fournir d'explication toute faite pour les troubles politiques qu'a connus la région (notamment en Égypte, Tunisie et Libye). Bien qu'importantes, donc, les origines économiques du « printemps arabe » ne peuvent se comprendre si l'on ne tient pas compte de ses racines politiques, car les processus qui ont balayé les régimes autoritaires de la région sont de nature complexe (AfDB, 2012 : 25).

On aura une meilleure vision de la situation en interrogeant les données relatives aux autres pays du Moyen-Orient et aux pays en développement. Au Moyen-Orient, l'Iran et, surtout, la Syrie suivent une trajectoire qui se détériore pendant cette même période (avec une baisse respectivement de 13,1% et 19,4%). Cette situation s'oppose à celle de tous les autres pays, qui présentent une forte tendance à l'amélioration : Yémen (près de 30%), le Liban (25%), la Turquie et Israël (environ 15%).

Parmi les autres PMD, quelques résultats intéressants émergent. Parmi les BRICS, la Chine, le Brésil et l'Inde présentent une amélioration, par opposition à la Russie et à l'Afrique du Sud, où l'on observe une détérioration significative (20%-30%). Un autre

pays qui a de bonnes performances est l'Indonésie, suivie, dans une moindre mesure, du Chili. En revanche, en Corée du Sud et en Malaisie, les données laissent voir une légère détérioration.

La figure 3 approfondit l'analyse pour les pays d'Afrique du Nord en procédant à une analyse de sensibilité pour les treize indicateurs utilisés dans l'élaboration et l'évaluation de l'indice IG tant pour 2000-2002 que pour 2008-2010. Dans cette figure, une base de 100% indique une absence de changement, et chaque point dans les données indique la réestimation de l'IG ré-estimée si l'on excluait des calculs un indicateur particulier (pour une pondération de zéro). Les chiffres supérieurs à 100% (base) indiquent que l'indicateur a un effet négatif sur l'indice global ; son exclusion permettra donc (comme le montrent ces figures) d'améliorer l'indice. L'inverse est vrai pour les chiffres inférieurs à 100% (c'est-à-dire qu'ils ont un effet globalement positif sur l'indice IG et que leur exclusion abaisse la note).

Notons que ce sont les indicateurs de l'emploi (à la fois le ratio emploi-population et la main-d'œuvre féminine en pourcentage de la population active totale) qui ont le plus d'impact dans les cinq

pays. C'est particulièrement vrai pour l'Algérie (en particulier en 2000-2002) et la Tunisie. Paradoxalement peut-être, l'inclusion de l'indice d'inégalité (Gini) améliore la situation en Égypte. En revanche, la quasi-totalité de ces cinq pays ont de bons résultats en ce qui concerne l'assainissement et l'éducation ; leur exclusion des calculs fait passer l'indice IG en dessous de 100%. Enfin et surtout, le Maroc présente un schéma plus varié dans la mesure où son indice IG est sensible aussi à la structure de l'emploi.

Ces résultats sont intéressants et, dans une large mesure, ils renforcent notre analyse descriptive des indicateurs en section 4. Soulignons toutefois que la méthode utilisée ici est au mieux un point de départ pour définir un score unique de croissance inclusive. Le choix des indicateurs retenus et l'affectation des pondérations ont peu de chances de réunir tous les suffrages. Néanmoins, la méthodologie développée et présentée ici est assez souple pour intégrer des variations concernant à la fois le choix des indicateurs et les pondérations appliquées. Souhaitons donc que notre approche lance le débat méthodologique et stimule l'envie de trouver les instruments de mesure appropriés pour quantifier la croissance inclusive.

**Tableau 21 : Notations estimées de la « croissance inclusive », 2000-2002 et 2008-2010
d'après un classement normalisé (max=100; min = 0)^(a)**

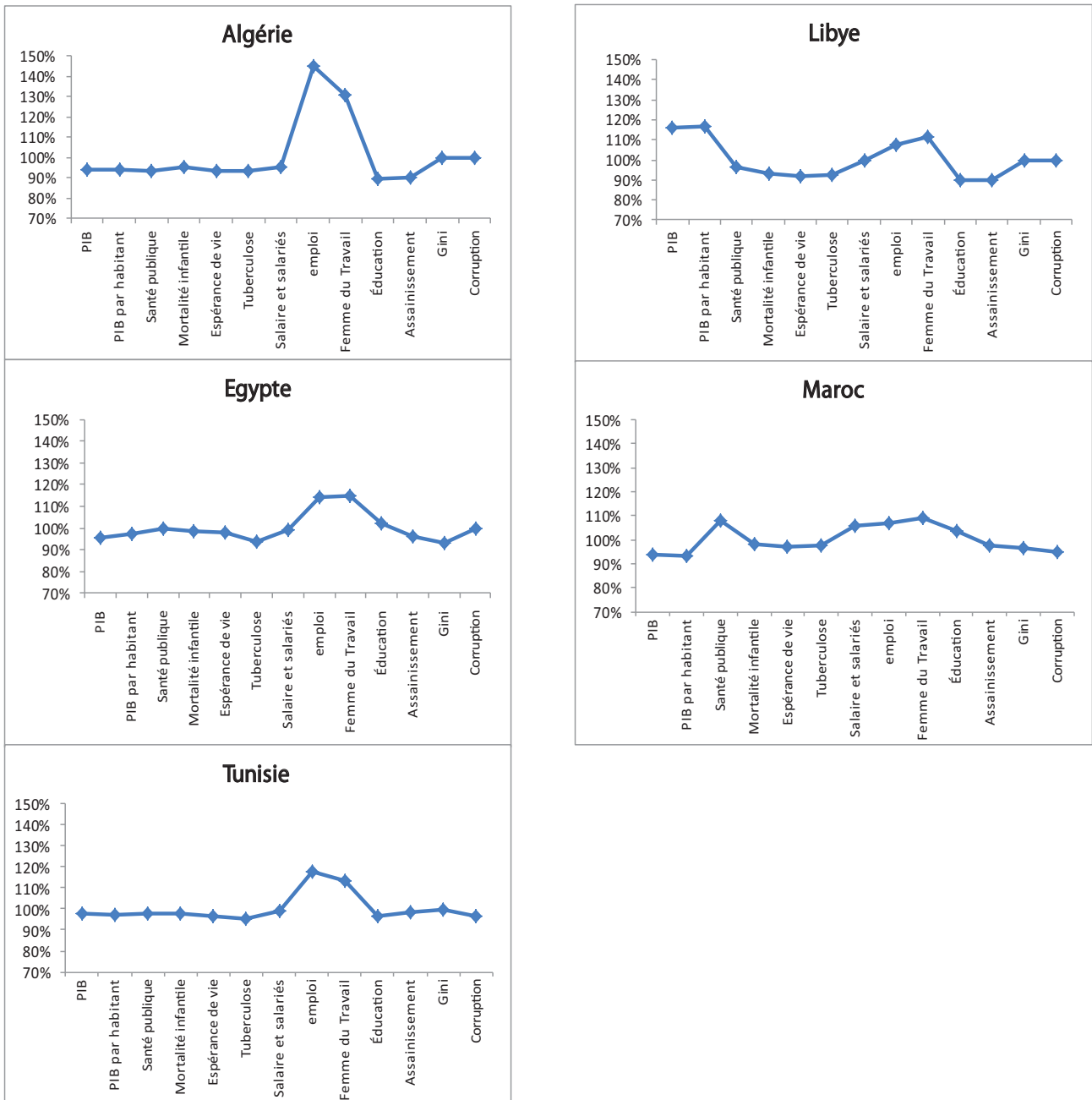
	2000-02	2008-10		Change
Afrique du Nord				
Algérie ^(b)	24,1	29,6	▲	22,8%
Égypte	34,7	38,8	▲	11,8%
Libye ^(b)	29,4	37,6	▲	28,1%
Maroc	29,2	31,6	▲	8,3%
Tunisie	41,3	42,4	▲	2,8%
Autres pays du Proche-Orient				
Iran ^(b)	32,2	27,9	▼	-13,1%
Israël	59,7	62,2	▲	15,9%
Jordanie	39,7	42,6	▲	7,4%
Liban ^(b)	35,2	43,8	▲	24,7%
Arabie Saoudite ^(b)	25,5	27,1	▲	6,5%
Syrie	36,2	29,1	▼	-19,4%
Turquie	31,7	36,3	▲	14,4%
Yemen	16,7	21,6	▲	29,6%
Quelques pays moins développés				
Chine	47,8	56,5	▲	18,2%
Chili	47,2	50,2	▲	6,3%
Brésil	41,1	45,0	▲	9,6%
Inde	25,2	28,8	▲	14,3%
Indonésie	27,4	31,6	▲	15,2%
Corée du Sud	62,0	54,1	▼	-12,7%
Malaisie	54,4	48,8	▼	-10,6%
Mexique	41,6	40,8	▼	-2,0%
Russie	53,4	42,9	▼	-19,7%
Afrique du Sud	30,1	20,6	▼	-31,8%

Note : ^(a) D'après le classement normalisé par pays pour les indicateurs indiqués dans le Tableau 20. Les valeurs moyennes des classements estimés reposent sur les moyennes géométriques (pour les détails et la méthodologie, voir les tableaux en annexe 1 et 2).

^(b) Les données pour ces pays excluent l'inégalité et la gouvernance pour 2000-2002 et l'inégalité pour 2008-2010.

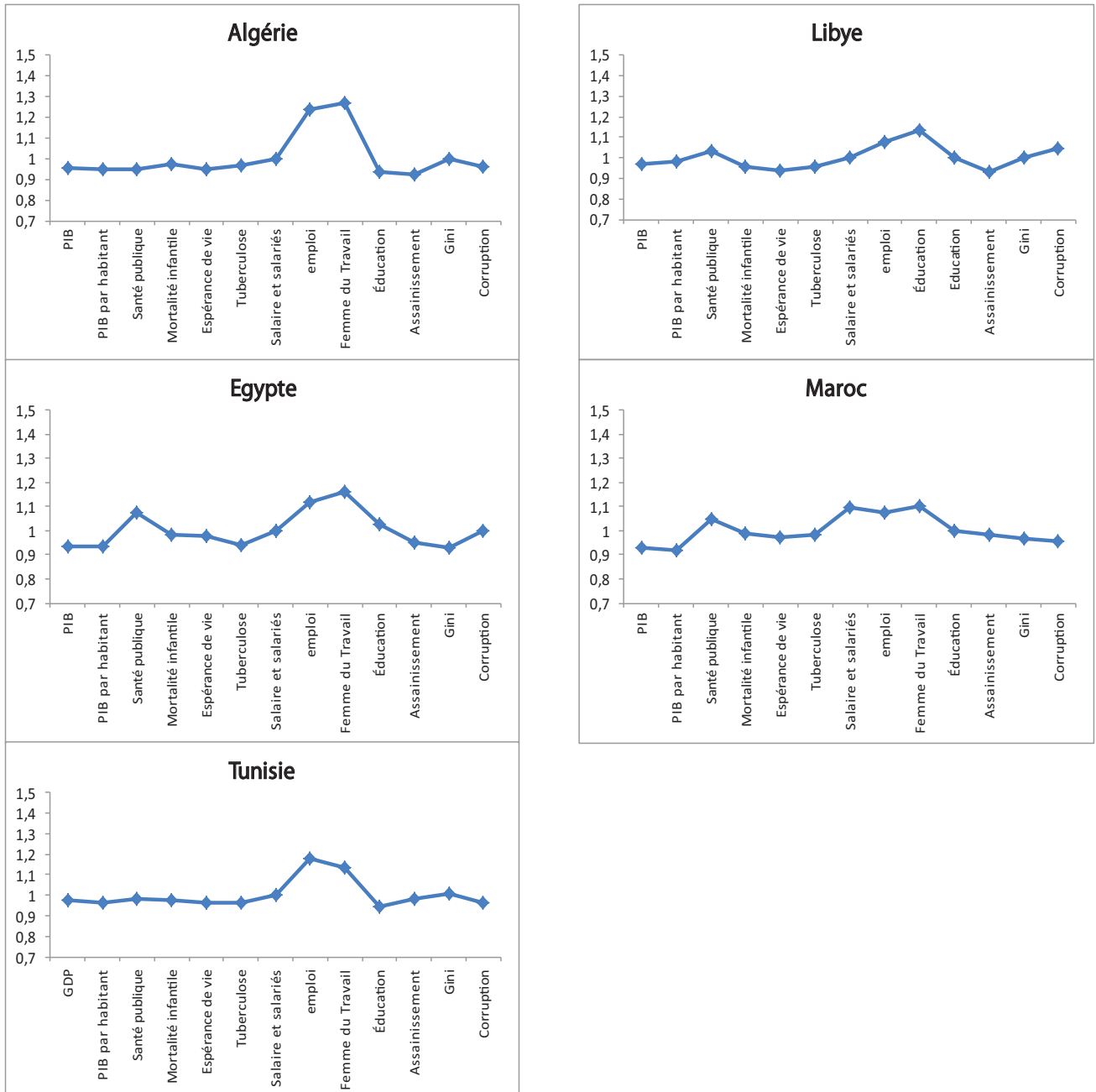
Source : Les estimations de l'auteur reposent sur les données des WDI (2012) et de Transparency International (2012) comme indiqué dans les tableaux en annexe 1 et 2.

Figure 3 : Analyse de sensibilité 2000-2002



Source : Calculs de l'auteur basés sur les calculs de la croissance inclusive comme dans les tableaux annexes 1 et 2. Les chiffres supérieurs à 100% comme base indiquent un indicateur particulier a un effet négatif sur la note globale IG et donc son élimination (comme le montrent ces figures) permettra d'améliorer l'indice. L'inverse est vrai pour les chiffres inférieurs à 100% (soit, l'indicateur particulier a un effet globalement positif sur le score IG si son élimination comme dans ces chiffres pousse IG inférieure à 100%).

Figure 3 : Analyse de sensibilité 2008-2010



Source : Calculs de l'auteur basés sur les calculs de la croissance inclusive comme dans les tableaux annexes 1 et 2. Les chiffres supérieurs à 100% comme base indiquent un indicateur particulier a un effet négatif sur la note globale IG et donc son élimination (comme le montrent ces figures) permettra d'améliorer l'indice. L'inverse est vrai pour les chiffres inférieurs à 100% (soit, l'indicateur particulier a un effet globalement positif sur le score IG si son élimination comme dans ces chiffres pousse IG inférieure à 100%).

6. La croissance inclusive : vers une nouvelle orthodoxie ?

Nous avons montré comment le lien établi de longue date entre croissance et répartition des richesses a été révisé ces dernières années, l'accent étant mis désormais sur la notion de « croissance inclusive », seule capable de bénéficier à des segments beaucoup plus importants de la société. Le stimulus intellectuel de cette réflexion trouve son origine dans l'analyse de l'expérience de l'Asie, où la rapidité impressionnante de la croissance et de la transformation structurelle a montré qu'il était possible de réduire considérablement la pauvreté tout en accentuant le creusement des inégalités.

Les développements récents observés dans la région arabe ont conduit à approfondir cette analyse, les manifestations de masse et la chute des régimes autoritaires ayant remis en question les grands modèles de croissance du passé. Ces événements, qui se sont produits paradoxalement dans le contexte d'une période de croissance (notamment au cours de la dernière décennie), ont obligé à renouveler la réflexion sur nature et le type de croissance dans la région MENA et dans d'autres parties du monde en développement. Au moment où les nouvelles Républiques arabes entreprennent de relever les défis de leur avenir économique incertain, la nécessité d'atteindre une trajectoire de croissance plus inclusive au profit des groupes socio-économiques les plus larges possibles est plus pressante que jamais.

Notre analyse descriptive d'un grand nombre d'indicateurs de développement pour les deux dernières décennies (section 4) et l'établissement d'un score unique pour mesurer la « croissance inclusive » dans chaque pays (section 5) montre que, globalement, l'Afrique du Nord a relativement peu souffert récemment, tant par rapport à son passé qu'en comparaison avec beaucoup d'autres régions. Dans l'ensemble, on a assisté au cours de la dernière décennie à un renversement des tendances, la croissance ayant cessé d'être atone ou stagnante pour atteindre des augmentations du PIB réel de 4% à 5% par an entre 2000 et 2010. Cette constatation vaut aussi pour des pays comme la Tunisie, l'Égypte et la Libye, où, pourtant, des révoltes et des soulèvements de masse ont fait tomber des régimes autocrates après 2010.

Par ailleurs, on relève au cours de la même décennie d'autres signaux encourageants : l'espérance de vie a augmenté, les

indicateurs de l'éducation et de la santé se sont améliorés, le nombre et la proportion d'habitants des bidonvilles ont diminué, et une plus grande part de la population a accès à des services collectifs (eau potable, assainissement). Même les données sur la pauvreté et les inégalités (bien que plus controversées) reflètent la relative bonne santé de la situation de ces dernières années, du moins si l'on en juge par les critères internationaux définissant la pauvreté (et même s'il y a des raisons de penser que ces indicateurs sous-estiment l'ampleur et l'incidence de la pauvreté et des inégalités dans le région).

Le principal domaine dans lequel la région est sensiblement en décalage sur le reste du monde est celui de la démographie. Bien que la transition démographique (baisse des taux de fécondité et des taux de mortalité) soit désormais en route, il n'en reste pas moins que des décennies de forte fécondité et de croissance rapide de la population ont généré une dynamique qui pose des problèmes majeurs, pour le présent comme pour l'avenir. La prise en compte de l'essor démographique oblige à nuancer certains résultats économiques positifs de la dernière décennie. Elle explique la croissance modeste du PIB par habitant, et surtout, l'ampleur du chômage dans la région, élevée selon la plupart des normes habituelles notamment chez les jeunes, où la question se pose avec urgence. La pression démographique va sans doute persister pendant des années, renforçant l'offre et rendant plus difficile la mise en place d'une croissance inclusive en Afrique du Nord.

Toute discussion sur la croissance inclusive doit donc accorder une attention particulière au rôle de la démographie dans la croissance et le développement. Avec une structure par âge très asymétrique et une grande proportion de jeunes, il est clair que les bienfaits de la croissance doivent toucher les jeunes si l'on veut que les pays d'Afrique du Nord à la fois réalisent leur véritable potentiel économique et partagent largement les fruits de la croissance. Cela nous amène à conclure que, quelle que soit le concept de croissance inclusive adopté, la création d'emplois de qualité sera un élément essentiel et l'un des grands défis à relever pour que la croissance puisse être réellement inclusive. Cette idée est clairement confirmée par nos estimations du score IG en section 5 et par l'analyse de sensibilité, qui souligne, une fois de plus, l'importance des indicateurs de l'emploi dans la région.

Si le présent document se propose avant tout d'examiner, dans le contexte nord-africain, la pertinence et l'application possible des débats sur la croissance inclusive, il semble approprié de terminer par une réflexion sur les débats en question et sur leurs incidences les plus larges. Nous ferons à ce sujet trois remarques..

Premièrement, de même que le défaut des stratégies de croissance pro-pauvres était peut-être de négliger la question de l'égalité et de la répartition des revenus, les stratégies de croissance inclusive ne doivent pas perdre de vue son objectif essentiel, qui est de cibler de façon systématique – et systémique – l'éradication de la pauvreté. Si l'intérêt porté au concept de croissance inclusive est né en grande partie d'une prise de conscience des insuffisances que présentaient les stratégies de croissance pro-pauvres, il ne faut pas perdre de vue que cette croissance inclusive doit compléter – et non supplanter – les programmes d'éradication de la pauvreté. En insistant trop sur le fait que la croissance inclusive devrait « profiter à tous » - même si c'est une façon utile de rappeler que la croissance doit bénéficier au plus grand nombre – on risque de négliger le fait que toute tentative sérieuse d'améliorer l'égalité doit commencer par une volonté d'améliorer le sort des pauvres. Pour concilier croissance inclusive et croissance pro-pauvres, il convient d'adopter une notion plus large des « pauvres » en élargissant la base de façon à englober toute la tranche située en dessous du revenu médian (ou d'un seuil fixé autour de ce chiffre). Comme l'a bien observé l'ADB, la croissance inclusive doit englober « ... la poursuite de stratégies économiques favorables à la croissance - mais en veillant beaucoup plus à garantir que les opportunités économiques créées par la croissance profitent à tous - en particulier aux pauvres – dans toute la mesure du possible » (ADB, 2007 : 13-14). Cela permet de garantir que, même en mettant l'accent sur l'amélioration de l'équité, on ne perde pas de vue les « pauvres ». Cette approche est particulièrement importante dans la région MENA où, nous l'avons vu, la « pauvreté » – telle que définie au sens étroit par les normes internationales - semble étonnamment faible.

Une deuxième remarque concerne les circonstances dans lesquelles a émergé (et pourrait évoluer) au Moyen-Orient l'intérêt récent pour la croissance inclusive dans la région. Cet intérêt étant en grande partie ancré dans une prise de conscience des « lacunes » et des « échecs » des politiques des « anciens régimes », et dans le

désir d'éviter que de telles « erreurs » ne se reproduisent, espérons que la croissance inclusive agira comme un mécanisme « d'assurance sociale » capable d'assurer la stabilité et d'éviter à l'avenir des bouleversements ou des révolutions. Cette perspective pose au moins deux problèmes. D'une part, elle ne prend pas en compte les racines (sociales et politiques) plus larges ou plus profondes du mécontentement dans ces sociétés, les réduisant aux seules défaillances et insuffisances économiques. D'autre part, elle repose sur une lecture erronée de la relation entre les cycles économiques et les cycles politiques. Tous les bouleversements sociaux et politiques ne se produisent pas dans un contexte d'aggravation de la pauvreté ou de dénuement, et l'expérience de la région MENA ne fait pas exception à la règle. Rappelons que les soulèvements arabes récents et la révolution iranienne de 1978-1979 se sont produits pendant ou après des booms pétroliers, à des périodes ou des pics importants et durables des recettes pétrolières ont apporté aux pays concernés une croissance et une prospérité relatives.

La troisième et dernière mise en garde porte sur l'ambiguïté constante du concept de croissance inclusive et sur ses conséquences possibles au niveau des politiques à adopter. Il n'existe pas encore, nous l'avons vu, de définition universellement acceptée de la croissance inclusive. Tant qu'aucun consensus n'est atteint sur la manière de définir précisément, mesurer et suivre en continu la croissance inclusive, et compte tenu de l'attrait populaire qu'elle exerce dans le contexte politique actuel, la croissance inclusive risque d'être perçue comme un moyen d'offrir « tout à tout le monde ». Dans ce cas, elle risquerait de justifier l'adoption de politiques qui, en fin de compte, contribueraient à faire revivre dans la région le bon vieux populisme.

Implications pour la Banque

D'un point de vue opérationnel ce travail a aidé la Banque à mieux définir comment le caractère inclusive de la croissance pouvait être appréhendé et mesuré en Afrique du Nord. Ceci permettra à la Banque d'améliorer la qualité à l'entrée de ces opérations et de suivre et d'évaluer son impact sur la réalisation des objectifs de sa stratégie décennale.

Références

- Adams R. H. et John Page, (2003), *Holding the Line: Poverty Reduction in the Middle East and North Africa, 1970-2000*. Groupe sur la réduction de la pauvreté, Washington DC, Banque mondiale.
- ADB (2007), « *Toward a New Asian Development Bank in a New Asia: Report of the Eminent Persons Group* », Manille, Banque asiatique de développement.
- ADB (2008), « *Strategy 2020 – The Long-Term Strategic Framework of the Asian Development Bank 2008–2020* », Manille, Banque asiatique de développement.
- ADB (2011), *Key Indicators for Asia and the Pacific 2011*; Manille, Banque asiatique de développement.
- AfDB (2012), « *Jobs, Justice and the Arab Spring* », document élaboré pour le Département chargé des opérations en Afrique du Nord (ORNA), Tunis, Banque africaine de développement.
- AfDB (2013), « *At the Center of Africa’s Transformation Strategy for 2013–2022* », Tunis: Banque africaine de développement.
- Ali, Ifzal (2007a), « *Pro-Poor to Inclusive Growth: Asian Prescriptions* », ERD Policy Brief, n° 48, mai ; Manille, Banque asiatique de développement.
- Ali, Ifzal (2007b), « *Inequality and the Imperative for Inclusive Growth* », *Asian Development Review*, 24(2), p. 1-16.
- Ali, Ifzal et Hyun Hwa Son (2007), « *Measuring Inclusive Growth* », *Asian Development Review*, 24 (1), p. 11-31.
- Ali, Ifzal et Juzhong Zhuang (2007), « *Inclusive Growth toward a Prosperous Asia: Policy Implications* », ERD Working Paper Series, n° 97, juillet, Manille, Banque asiatique de développement.
- Bargawi, Hannah et Terry McKinley (2011), « *The Poverty Impact of Growth and Employment in Egypt, 1990-2009* », document élaboré pour le Rapport 2011 sur les défis du développement arabe, Centre régional du PNUD, Le Caire, mai.
- Bibi, S. et M. K. Nabli (2009), « *Income inequality in the Arab region: Data and Measurement, Patterns and Trends* », *Middle East Development Journal*, 1(2), p. 275-314.
- Barro, Robert J. (2000), « *Inequality and Growth in a Panel of Countries* », *Journal of Economic Growth*, 5(1), p. 5–32.
- Barro, Robert J. (2008), « *Inequality and Growth Revisited* », Working Paper Series on Regional Economic Integration n° 11, janvier, Manille, Banque asiatique de développement.
- Bourguignon, François (2000), « *Can Redistribution Accelerate Growth and Development?* », document élaboré pour l’ABCDE/Europe, Paris 26-28 juin 2000, mimeo.
- Breisinger, Clemens, Ecker, Olivier, Al-Riffai, Perrihan et Yu, Bingxin (2012), « *Beyond the Arab Awakening: Policies and Investments for Poverty Reduction and Food Security* », Washington DC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

- Chenery, Hollis, M.S. Ahluwalia, J.H. Duloy, C.L.G. Bell et Richard Jolly (1974), *Redistribution with Growth: Policies to Improve Income Distribution in Developing Countries in the Context of Economic Growth*, Londres, Oxford University Press.
- Deiningner, K., et L. Squire (1996), « A New Data Set in Measuring Income Inequality », *The World Bank Economic Review*, 10(3), p. 565-91.
- (DFID, 2004), « What is Pro-Poor Growth and Why Do We Need to Know? », *Pro-Poor Growth Briefing Note 1*.
- Dhillon, Navtej et Tarik Yousef (dir.), (2009), *Generation in Waiting: The Unfulfilled Promises of Young People in the Middle East*, Washington DC, Brookings Institute.
- Elbadawi, Ibrahim A. (2005), « Reviving Growth in the Arab World », *Economic Development and Cultural Change*, 53(2), p. 293-326.
- Esfahani, Hadi S. (2009), « Reexamination of the Political Economy of Growth in MENA Countries », in Jeffrey B. Nugent et M. Hashem Pesaran (2009, Ch.3, p. 61-102).
- Felipe, Jesus (2010), *Inclusive Growth, Full Employment, and Structural Change: Implications and Policies for Developing Asia*, ADB and Anthem Press, Londres.
- Government of India (2006), « Towards Faster and More Inclusive Growth: An Approach to the 11th Five Year Plan India's Eleventh Five-Year Plan, 2007–2012 », New Delhi, Commission indienne de la planification.
- Hakimian, Hassan (2011), « The Economic Prospects of the “Arab Spring”: A Bumpy Road Ahead », *Development Viewpoint*, n° 63, Centre for Development Policy and Research, SOAS.
- Ianchovichina, Elena et Susanna Lundstrom (2009), « Inclusive Growth Analytics », *Policy Research Working Paper*, n° 4851, mars, Département de la politique économique et de la dette, Washington DC, Banque mondiale.
- ILO (2013), *Global Employment Trends 2013: Recovering from a Second Jobs Dip*, Genève, Organisation internationale du travail.
- ILO (2011), *Statistical Update on Arab States and Territories and North African Countries*, OIT Département des statistiques, Genève, Organisation internationale du travail.
- JICA (2012), « Background - A Comparative View of Asian and African Institutional Development » dans l'atelier international JICA-SOAS sur « Understanding Institutional Foundation for Inclusive Development through a Comparative Analysis of Asian and African Experiences », 15-16 mars 2012, Goodenough College, Londres, mimeo.
- KILM (2009), *Key Indicators of the Labour Market*, 6e édition, Genève, Organisation internationale du travail.
- KILM (2011), *Key Indicators of the Labour Market*, 7e édition, Genève, Organisation internationale du travail.
- Kakwani, N. et E. Pernia (2000), « What is Pro-poor Growth? » *Asian Development Review*, 16(1), p. 1-22.
- Kakwani, Nanak, Shahid Khandker et Hyun H. Son (2004), « Pro-Poor Growth: Concepts and Measurements with Country Case Studies ». Document de travail n° 1 du Centre international de la pauvreté, Brasilia, août.
- Kapsos, Steven (2005), « The Employment Intensity of Growth: Trends and Macroeconomic Determinants », *Employment Strategy Papers*, n° 12, Genève, Bureau international du travail.

Klasen, Stephan (2010), « Measuring and Monitoring Inclusive Growth: Multiple Definitions, Open Questions, and Some Constructive Proposals », ADB Sustainable Development Working Paper Series, n° 12, juin.

Kuznets, Simon (1955), « Economic Growth and Income Inequality », *The American Economic Review*, 45 (1), p. 1-28.

McKinley, Terry (2009), « Revisiting the Dynamics of Growth, Inequality and Poverty Reduction », Discussion Paper 25/09, Centre for Development Policy Research (CDPR), SOAS, août.

McKinley, Terry (2010), « Inclusive Growth Criteria and Chief Indicators: An Inclusive Growth Index for Diagnosis of Country Progress », ADB Sustainable Development Working Paper Series, n° 14, juin.

Nugent, Jeffrey B. et M. Hashem Pesaran (dir., 2009), *Explaining Growth in the Middle East*, (Contributions to Economic Analysis), Elsevier Science.

Radwan, Samir (2006), « Arab Youth Employment: Economic, Social and Institutional Exclusion and its Impact on Employment », Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (ESCWA).

Rauniyar, Ganesh et Ravi Kanbur (2010), « Inclusive Development: Two Papers on Conceptualization, Application, and the ADB Perspective », projet de janvier; Département des évaluations indépendantes, Manille, Banque asiatique de développement.

Ravallion, Martin (2004), « Pro-Poor Growth: A Primer », World Bank Policy Research Working Paper, n° 3242, Banque mondiale – Groupe de recherche sur le développement, Washington DC, USA.

Ravallion, M., et S. Chen (2003), « Measuring Pro-poor Growth », *Economics Letters*, 78, p. 93-99.

Roemer, J. E. (2006), « Economic Development as Opportunity Equalization », Cowles Foundation Discussion Paper, n° 1583, Yale University.

Sabry, Sarah (2010), « Could Urban Poverty in Egypt Be Grossly Underestimated? » *Development Viewpoint*, n° 52, Centre for Development Policy and Research, SOAS.

Saget, Catherine (2000), « Can the Level of Employment Be Explained by GDP Growth in Transition Countries (Theory versus the Quality of Data) », *Labour*, 14(4), p. 623-644.

Son, Hyun H. (2007), « Interrelationship between Growth, Inequality, and Poverty: The Asian Experience », *Asian Development Review*, 24(2), p. 37-63.

Tandon Ajay et Juzhong Zhuang (2007), « Inclusiveness of Economic Growth in the People's Republic of China: What Do Population Health Outcomes Tell Us? » ERD Policy Brief n° 47, janvier, Manille, Banque asiatique de développement.

Transparency International (2012), <http://www.transparency.org/>.

UNDP (2012a), « Inequality-adjusted Human Development Index (IHDI) », accessible à l'adresse : <http://hdr.undp.org/en/statistics/ihdi/>. Consulté pour la dernière fois le 29 décembre 2012.

UNDP (2012b), « DIY HDI: Build Your Own Index », accessible à l'adresse : <http://hdr.undp.org/en/data/build/>. Consulté pour la dernière fois le 29 décembre 2012.

UNDP (2011), « Arab Development Challenges 2011 – Towards the Developmental State in the Arab Region », Le Caire.

UNESCO (2012), « Database, Table 19: Finance Indicators by ISCED level », accessible à l'adresse : (<http://stats.uis.unesco.org/unesco/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=172>).

UN Population Database (2010), « World Population Prospects, the 2010 Revision », Département des affaires économiques et sociales des Nations unies ; accessible à l'adresse : <http://esa.un.org/unpd/wpp/index.htm>

MDG Goals Indicators (2012), Division statistique des Nations unies, Département des affaires économiques et sociales, Tableau 7D: <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/data.aspx>.

Velez, C.E., El-Laithy, H. et S. Al-Shawarby (2012), « Equality of Opportunity for Children in Egypt, 2000-2009: Achievements and Challenges », ERF Working Paper, à paraître.

WDI (2012), « World Development Indicators », accessible à l'adresse : <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.

WHO (2012), « Global Health Observatory Data Repository », Genève, Organisation mondiale de la santé, accessible à l'adresse : <http://apps.who.int/ghodata/?vid=590>.

World Bank (2008), « The Growth Report: Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development, Commission on Growth and Development », Washington DC, Banque mondiale.

World Bank (2006), « World Development Report 2006: Equity and Development », Washington DC, Banque mondiale.

Annexes

Tableau annexe 1 : Scores de croissance inclusive d'après le classement des pays selon certains indicateurs choisis (moyennes pour 2008-2002)

	Croissance		Santé et démographie				Population active et emploi		
	Croissance du PIB	Croissance du PIB par hab.	Dépenses publiques de santé (% PIB)	Taux de mortalité, - 5 ans (pour 1 000)	Espérance de vie à la naissance	Tuberculose (pour 100 000)	Salariés (% total pop. active)	Emploi / Population Ratios (% de + 15 ans)	Pop. active féminine (% total pop. active)
Afrique du Nord									
Algérie	102	104	93	109	101	101	66	172	179
Égypte	80	100	114	107	109	52	68	161	170
Libye	174	174	106	82	70	74	-	147	162
Maroc	66	62	157	117	110	114	93	151	163
Tunisie	88	81	85	85	68	49	58	163	165
Autres pays Proche-Orient									
Iran	37	42	122	106	104	50	-	165	173
Israël	116	144	41	25	10	21	23	135	57
Jordanie	46	77	43	83	75	18	40	169	178
Liban	114	125	79	61	93	36	-	162	168
Arabie Saoudite	148	164	87	65	83	40	-	146	177
Syrie	57	106	121	73	52	59	83	154	171
Turquie	130	136	77	94	105	65	85	150	161
Yémen	56	113	112	140	144	109	-	164	166
Autres pays moins développés									
Chine	12	13	142	93	85	106	-	22	72
Chili	96	94	72	40	30	51	57	134	148
Brésil	121	122	88	97	99	86	61	61	97
Inde	64	75	160	132	142	138	-	90	159
Indonésie	62	59	171	116	125	135	97	59	130
Corée du Sud	24	18	105	17	39	96	62	76	103
Malaisie	50	79	137	38	73	103	49	66	140
Mexique	129	133	113	84	48	55	63	83	147
Russie	23	14	81	69	128	116	7	105	22
Afrique du Sud	90	114	78	124	161	183	-	167	88
Pays inclus	188	188	177	181	192	188	109	173	182
Pays non inclus	5	5	16	12	1	5	84	20	11
Total des pays	193	193	193	193	193	193	193	193	193

Tableau annexe 1 suite : Scores de croissance inclusive d'après le classement des pays selon certains indicateurs choisis (moyennes pour 2008-2002)

	Éducation Ratio Femmes / Hommes dans l'enseignement secondaire (%)	Assainissement Population ayant accès à un assainissement amélioré (%)	Inégalités Indice de Gini (2005-2010)	Gouvernance Indice de perception de la corruption	Indice de croissance inclusive (IGi)^(a) max = 100 min = 0
Afrique du Nord					
Algérie	47	59	-	-	24,1
Égypte	117	77	22	60	34,7
Libye	35	44	-	-	29,4
Maroc	131	106	63	45	29,2
Tunisie	59	86	65	33	41,3
Autres pays Proche-Orient					
Iran	115	64	-	-	32,2
Israël	89	1	54	19	59,7
Jordanie	54	37	52	39	39,7
Liban	-	37	-	-	35,2
Arabie Saoudite	-	-	-	-	25,5
Syrie	119	72	39	-	36,2
Turquie	135	77	75	56	31,7
Yémen	159	132	-	-	16,7
Autres pays moins développés					
Chine	113	124	72	60	47,8
Chili	68	58	102	18	47,2
Brésil	21	97	111	47	41,1
Inde	139	147	-	70	25,2
Indonésie	103	130	11	90	27,4
Corée du Sud	86	1	-	43	62,0
Malaisie	24	56	50	35	54,5
Mexique	57	95	91	56	41,6
Russie	-	101	48	77	53,4
Afrique du Sud	23	96	108	36	30,1
Pays inclus	161	176	116	94	-
Pays non inclus	32	17	77	-	-
Total des pays	193	193	193	-	-

Notes : (a) Les scores globaux pour chaque pays (IGi) sont calculés sous forme de moyenne géométrique des valeurs normalisées pour les différents indicateurs (définis ci-dessous) selon la formule suivante :

$$IG_i = \sqrt[n]{S_{1i} \cdot S_{2i} \cdot \dots \cdot S_{ji}} \quad (1)$$

où :

(i = 1, ... m : pays i inclus dans les données) ;

(j = 1, ... n : indicateur j inclus dans les données) ; et

s_{ji} est un score normalisé pour les classements obtenus pour l'indicateur j dans le pays i. Les scores normalisés sont obtenus à partir de la formule suivante (pour chaque indicateur pour chaque pays) :

$$s_{ji} = 100 \cdot \left(\frac{m_j - r_j}{m_j - 1} \right)_i \quad (2)$$

où r_j est le classement d'un pays pour l'indicateur j (par ordre décroissant), et m_j le nombre total de pays pour lesquels les données de l'indicateur s_j existent.

Source : WDI (2012) et Transparency International (2012) pour l'indice de perception de la corruption. Les pays suivants ont été exclus des tableaux de classement de la Banque mondiale principalement pour des raisons liées aux données : Érythrée, Seychelles, Somalie ; Antigua-et-Barbuda, Cuba, la Dominique, la Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Bhoutan, Irak, Corée du Nord, Liban, Oman, Monaco, Saint-Marin, Vatican, Kiribati, les îles Marshall, Nauru, Palau, Samoa, Tuvalu, Vanuatu.

Tableau annexe 2 : Scores de croissance inclusive en fonction du classement des pays pour certains indicateurs (moyennes pour 2008-2010)

	Croissance		Santé et démographie			Population active et emploi			
	Croissance du PIB	Croissance du PIB par hab.	Dépenses publiques de santé	Taux de mortalité,	vie espérance à la naissance	Croissance du PIB	Croissance du PIB par hab.	Dépenses publiques de santé	Taux de mortalité,
Afrique du Nord									
Algérie	95	91	90	110	98	112	-	167	178
Égypte	38	37	145	99	96	49	-	153	169
Libye	91	100	127	80	67	82	-	140	161
Maroc	56	41	143	116	108	116	79	149	163
Tunisie	78	64	87	81	69	66	-	161	164
Autres pays Proche-Orient									
Iran	110	104	128	103	101	51	75	165	175
Israël	83	90	57	24	8	16	20	123	49
Jordanie	51	59	37	92	87	21	36	169	176
Liban	12	8	100	52	103	40	-	156	168
Arabie Saoudite	88	115	123	53	79	46	-	146	182
Syrie	60	63	151	73	54	53	67	166	179
Turquie	116	117	56	79	83	67	69	155	162
Yémen	49	75	156	145	142	94	-	158	167
Autres pays moins développés									
Chine	9	1	119	75	90	109	-	25	85
Chili	93	73	80	47	33	50	53	119	135
Brésil	69	49	77	82	95	86	62	52	95
Inde	19	16	168	133	140	145	-	111	166
Indonésie	39	25	167	114	122	149	85	65	134
Corée du Sud	89	67	74	113	17	114	56	88	112
Malaisie	79	76	132	38	75	110	50	85	147
Mexique	139	143	105	78	43	58	63	86	145
Russie	131	110	91	59	124	122	4	91	22
Afrique du Sud	117	116	78	130	174	188	34	159	100
Pays inclus	182	182	176	181	192	190	89	173	183
Pays non inclus	11	11	17	12	1	3	104	20	10
Total des pays	193	193	193	193	193	193	193	193	193

Tableau annexe 2 suite: Scores de croissance inclusive d'après le classement des pays selon certains indicateurs choisis (moyennes pour 2008-2010)

	Éducation Ratio Femmes / Hommes dans l'enseignement secondaire (%)	Assainissement Population ayant accès à un assainissement amélioré (%)	Inégalités Indice de Gini (2005-2010)	Gouvernance Indice de perception de la corruption	Indice de croissance inclusive (IGi) ^(a) max = 100 min = 0
Afrique du Nord					
Algérie	66	56	-	103	29,6
Égypte	111	56	14	108	38,8
Libye	-	48	-	134	37,6
Maroc	-	106	55	85	31,6
Tunisie	33	83	60	62	42,4
Autres pays Proche-Orient					
Iran	106	2	44	152	27,9
Israël	63	2	-	32	69,2
Jordanie	38	41	30	49	42,6
Liban	13	-	-	120	43,8
Arabie Saoudite	123	-	-	64	27,1
Syrie	76	62	-	133	29,1
Turquie	125	74	51	58	36,3
Yémen	150	120	41	147	21,6
Autres pays moins développés					
Chine	37	111	64	76	56,5
Chili	53	51	86	23	50,2
Brésil	-	93	92	75	45,0
Inde	126	138	21	85	28,8
Indonésie	82	119	25	116	31,6
Corée du Sud	90	2	-	39	54,1
Malaisie	24	51	72	53	48,8
Mexique	26	85	79	86	40,8
Russie	105	104	59	149	42,9
Afrique du Sud	43	92	97	54	20,6
Pays inclus	155	170	98	179	-
Pays non inclus	38	23	95	-	-
Total des pays	193	193	193	-	-

Notes : (a) Les scores globaux pour chaque pays (IGi) sont calculés sous forme de moyenne géométrique des valeurs normalisées pour les différents indicateurs (définis ci-dessous) selon la formule suivante :

$$IG_i = \sqrt[n]{S_{1i} \cdot S_{2i} \cdot \dots \cdot S_{ji}} \quad (1)$$

où :

(i = 1, ... m : pays i inclus dans les données) ;

(j = 1, ... n : indicateur j inclus dans les données) ; et

s_{ji} est un score normalisé pour les classements obtenus pour l'indicateur j dans le pays i. Les scores normalisés sont obtenus à partir de la formule suivante (pour chaque indicateur pour chaque pays) :

$$s_{ji} = 100 \cdot \left(\frac{m_j - r_j}{m_j - 1} \right)_i \quad (2)$$

où r_j est le classement d'un pays pour l'indicateur j (par ordre décroissant), et m_j le nombre total de pays pour lesquels les données de l'indicateur s_j existent.

Source : WDI (2012) et Transparency International (2012) pour l'indice de perception de la corruption. Les pays suivants ont été exclus des tableaux de classement de la Banque mondiale principalement pour des raisons liées aux données : Érythrée, Seychelles, Somalie ; Antigua-et-Barbuda, Cuba, la Dominique, la Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Bhoutan, Irak, Corée du Nord, Liban, Oman, Monaco, Saint-Marin, Vatican, Kiribati, les îles Marshall, Nauru, Palau, Samoa, Tuvalu, Vanuatu.

